



# EN ÉTAT DE SIÈGE

L'impact de la COVID-19  
sur les filles en Afrique



# EN ÉTAT DE SIÈGE

L'impact de la COVID-19  
sur les filles en Afrique

Juin 2020



## AFRICAN CHILD POLICY FORUM (ACPF)

African Child Policy Forum (ACPF) est un centre panafricain indépendant et non-lucratif de recherche et de plaidoyer sur les politiques relatives aux enfants africains. Établi en 2003 en raison de l'inquiétude que suscitait le sort de l'enfant africain, nous devons, nous Africaines et Africains, reconnaître notre responsabilité collective envers la réalisation de tous les droits pour tous les enfants.

Notre travail vise principalement à promouvoir la responsabilité de l'État. Nous sommes convaincus que seule une action vigoureuse de la part des États pourra apporter un changement durable et qu'une telle action nécessite un plaidoyer, en particulier de la part de la société civile africaine.



Boîte postale 1179, Addis Abeba, Ethiopie  
Téléphone : + 251 116 62 81 92/96/97/99  
Fax : +251 116 628200  
Courriel : [info@africanchildforum.org](mailto:info@africanchildforum.org)  
Site Web : [www.africanchildforum.org](http://www.africanchildforum.org)  
[www.africanchild.info](http://www.africanchild.info)

## PLAN INTERNATIONAL

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante dont l'objectif est de faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles partout dans le monde. Nous reconnaissons à chaque enfant ses facultés et son potentiel. Mais ces derniers se trouvent souvent mis à mal par la pauvreté, la violence, l'exclusion et les discriminations. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées.

En tant qu'organisation humanitaire et de développement indépendante et non-lucrative, nous travaillons aux côtés des enfants, des jeunes, de nos soutiens et partenaires. Nous nous attaquons aux causes profondes des défis auxquels se heurtent les filles et tous les enfants vulnérables. Grâce à notre expérience et à nos connaissances, nous apportons des changements à la fois dans les politiques et dans la pratique, aux niveaux local, national et mondial.

Depuis plus de 80 ans, nous construisons des partenariats performants pour les enfants, et nous sommes actifs dans plus de 70 pays.



Dukes Court, Bloc A, Duke Street,  
Woking, Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni  
Tél : (+44)1483 755 155  
<https://plan-international.org>

© 2020 African Child Policy Forum (ACPF) et Plan International



Development Cooperation  
*Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands*

Ce rapport a été rendu possible grâce à l'appui financier du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas par le biais du programme régional Afrique de l'Alliance pour le plaidoyer des filles.

ISBN #: 978-99944-79-75-7

## REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit des contributions techniques de diverses personnes. Nous tenons à les remercier tous tout particulièrement.

**Auteur :** Shimelis Tsegaye Tesemma

**Contributeurs :**

- **ACPF:** Stella Ayo Odongo, Violet Odala, Addis Yimer, Joan Nyanyuki, Negussie Dejene, Sarah Guebreyes, Retta Getachew, Saba Lishan et Ashenafi Tesema
- **Plan International:** Samuel Norgah, Nana A. Ndada, Nastasia Thebaud, Anteneh Bizuayehu, Sara Tabit, Tayechalem Moges, Selam Abraha, Zemzem Jemal et Yodit Mekuria

**Les informateurs clés et les personnes interrogées sont basés en** Éthiopie, au Kenya, au Malawi, au Nigeria, en Sierra Leone, au Soudan du Sud et en Ouganda.

**Examinatrice :** Joan Nyanyuki

**Conception et mise en page :** Diana De León

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES ENCADRÉS ET DES GRAPHIQUES	iii
APERÇU	1
RÉSUMÉ	2
1. IMPACT MULTIDIMENSIONAL DU COVID-19 SUR LES FILLES	5
1.1 L'ÉTAT DE LA MALTRAITANCE ET DE L'EXPLOITATION	5
1.2 LES FACTEURS AGGRAVANT LA MALTRAITANCE ET L'EXPLOITATION	10
1.3 L'ACCÈS AUX SERVICES DE PROTECTION	11
2. LA PAUVRETÉ ET LA FAIM	13
3. L'ACCÈS AUX SERVICES DE SOINS	16
4. L'ACCÈS À L'ÉDUCATION	18
5. LE MARIAGE D'ENFANTS ET LA MGF	20
6. L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE	23
7. LES FILLES EN SITUATION VULNERABLE	25
8. CONCLUSION	30
9. RECOMMANDATIONS	31
NOTES DE FIN DE PAGE	34

## LISTE DES ENCADRÉS ET DES GRAPHIQUES

Encadré 1.1: Méthodologie	4
Encadré 1.2: Violences faites aux filles dans le contexte du COVID-19: étude de cas en Ouganda	6
Graphique 1.1: Nombre total d'appels sur la ligne d'assistance Child Helpline par type de cas concernant les filles entre le 10 avril et le 14 juin 2020 en Ouganda	6
Graphique 1.2: Nombre total de cas de maltraitance regroupés par appelants entre janvier et mai 2020 en Ouganda	7
Encadré 1.3: Exploitation sexuelle en ligne	9
Graphique 2.1: Impact éventuel du COVID-19 sur la pauvreté en Afrique subsaharienne	14
Graphique 2.2: Nombre de filles n'ayant plus accès aux repas scolaires en Afrique, par pays	15
Graphique 3.1: Nombre total d'enfants vaccinés, mois par mois en 2019 et en 2020 en Ouganda	17
Encadré 5.1: Le COVID-19, facteur responsable de la recrudescence de la MGF en Afrique	22

## APERÇU

Tout au long de l'histoire, les femmes et les jeunes filles ont été touchées de manière négative et à une vitesse disproportionnellement élevée par les épidémies et les pandémies. Dans cette optique, le COVID-19 ne fait pas exception à cette règle. Les normes et les pratiques socio-culturelles existantes qui sous-tendent les structures de discrimination et de marginalisation systémiques des femmes se manifestent de manière flagrante. Une mentalité et des pratiques autrement cachées et réprimées sont mises à nu tandis que les communautés et les institutions font appel à l'instinct de contrôle et de survie dans des situations d'urgence.

En Afrique, la convergence de plusieurs facteurs fait que les filles et les adolescentes courent un risque accru de marginalisation, de discrimination et de négligence. Les normes sociales et de genre ont traditionnellement placé les filles dans une situation plus défavorable que les autres tranches de la population.

Les pandémies, comme d'autres crises, entraînent souvent l'effondrement des infrastructures et des services sociaux, ce qui a pour conséquence le dysfonctionnement et la suspension temporaire des structures de santé, de transport, d'alimentation, d'assainissement, de justice, de sécurité et autres.<sup>1</sup> Ceci mène à l'exposition accrue des femmes et des enfants aux violations des droits de l'homme, y compris à la violence sexiste.<sup>2</sup>

La pandémie de COVID-19 a exacerbé et ajouté une couche de vulnérabilité supplémentaire à un réseau déjà très

étendu de vulnérabilités touchant les filles sur le continent africain. Ces dernières représentent environ 49 % de la population infantile totale. L'égalité des sexes et la vulnérabilité multidimensionnelle des filles ont été accentuées à un niveau sans précédent. La pandémie a suscité de vives inquiétudes quant à l'éventuel revirement des progrès réalisés au fil des ans en matière d'égalité des sexes et de développement humain en Afrique.



Crédit photo : dreamstime.com

## RÉSUMÉ

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, des centaines de milliers de personnes ont été infectées en Afrique et les moyens de subsistance de millions de personnes ont été entravés. Il est également important de noter que certains pays ont efficacement utilisé la longueur d'avance avant que la pandémie ne frappe le continent pour mettre en place les mesures de contrôle et d'atténuation nécessaires. L'évolution rapide de la pandémie et de son impact multidimensionnel ont toutefois pris de nombreux gouvernements et autres acteurs au dépourvu, rendant toute intervention proactive et efficace difficile. Cette situation a été aggravée par la fragilité des systèmes de santé déjà existant sur l'ensemble du continent. En moyenne, le continent compte moins de deux lits d'hôpital pour 1 000 personnes et, comme de nombreux pays occidentaux (plus de 71 à ce jour) ont restreint l'exportation de matériel essentiel contre le COVID-19, les efforts de lutte de l'Afrique face à la pandémie sont devenus précaires.<sup>3</sup>

Les mesures de contrôle et d'atténuation visant à minimiser le nombre d'infections ont également exacerbé la vulnérabilité des enfants, en particulier en Afrique où les systèmes de protection de l'enfance sont déjà fragiles. Des millions de filles ont été privées d'accès à la nourriture,

aux soins de santé de base et à la protection, et des milliers d'entre elles ont été exposées à la maltraitance et à l'exploitation.

Les mesures de contrôle et d'atténuation liées à la pandémie ont été ressenties avec plus d'acuité chez les enfants, en particulier dans les communautés pauvres d'Afrique. Mais même dans ce cas, les filles ont été plus touchées que les garçons. Selon les estimations pour 2020, l'Afrique compte environ 308 768 000 filles âgées de moins de 18 ans<sup>4</sup>.

La majorité d'entre elles sont des enfants scolarisées, et restent donc actuellement à la maison en raison du confinement qui sévit sur le continent. Les rapports successifs révèlent que les foyers deviennent des espaces physiquement et émotionnellement étouffants pour les filles, où le dicton bien établi « *home sweet home* » n'est plus tenable pour la plupart d'entre elles. La mise en quarantaine, les mesures de confinement à domicile et la restriction des déplacements liées à la COVID-19 ont réuni les victimes et leurs bourreaux potentiels au sein du cadre familial, exposant davantage ces filles aux abus et à la violence.

La pandémie a également plongé des millions de familles – près de 29 millions – dans l'extrême pauvreté et a affecté l'accès aux services sociaux. Les systèmes de santé ont détourné l'attention autrefois portée aux programmes de vaccination, aux services de santé sexuelle et reproductive et aux maladies à forte prévalence telles que le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose. L'école a été perturbée. En effet, cette dernière

**Avec moins de 2 lits d'hôpital, en moyenne, pour 1 000 personnes, et plus de 71 pays ayant restreint l'exportation de matériel essentiel contre le COVID-19, les efforts de lutte de l'Afrique face à la pandémie sont devenus précaires.**



constitue non seulement le seul espace sûr pour de nombreuses filles en Afrique, mais aussi la garantie d'un repas décent pour des centaines de milliers d'enfants. Plus de 120 millions de filles scolarisées sont actuellement à la maison et beaucoup d'entre elles craignent de ne pouvoir retourner à l'école. C'est ce qu'a déclaré Halima, une jeune Nigérienne de 16 ans : « Je prie pour que le gouvernement trouve une solution à cette maladie le plus rapidement possible, afin que les filles comme moi puissent retourner à l'école. Mon rêve de devenir médecin ne doit pas être brisé, je vous en prie »

En outre, l'anxiété accrue, provoquée par les circonstances associée à la mise en quarantaine et au confinement, a favorisé la prédisposition des criminels à abuser de leur position de pouvoir, de confiance et d'autorité vis-à-vis des personnes avec lesquelles ils sont confinés..

Les efforts visant à faire respecter les couvre-feux et le confinement ont également entraîné l'agression et le meurtre de civils ayant violé la restriction des déplacements. Dans ces circonstances, les jeunes femmes et les jeunes filles ont donc peur de se rendre à l'hôpital pour bénéficier de soins ou de services de santé sexuelle et reproductive. Même en cas d'urgence, elles courent le risque de se faire agresser, de subir une mise en quarantaine déraisonnable ou de se faire détenir arbitrairement en raison du confinement, de la restriction des déplacements et du non-respect du couvre-feu.

Cette évaluation rapide vise à documenter l'impact du COVID-19 sur les filles et les mesures de contrôle connexes mises en place par les gouvernements africains. Il s'agit de constater les répercussions sur une

**L'anxiété accrue provoquée par les circonstances, associées à la mise en quarantaine et au confinement a accentué la prédisposition des criminels à abuser de leur position de pouvoir, de confiance et d'autorité sur les autres**



Crédit photo : Plan International

gamme d'enjeux, à savoir, la précarité, la faim, la violence et l'accès aux services de santé et d'éducation. Elle met également en évidence la situation particulière des filles dans des circonstances de crise. Les filles déplacées, celles vivant en milieu réfugié, dans les bidonvilles urbains, vivant avec un handicap et celles qui vivent et/ou travaillent dans la rue.

### Encadré 1.1 : Méthodologie

Cette évaluation rapide a couvert les pays d'Afrique dont les données étaient disponibles. Des études de cas-pays analysant les dimensions de genre du COVID-19 ont été sélectionnées. Il s'agit d'études mettant l'accent sur l'impact de la pandémie sur les filles à travers un ensemble de questions, y compris la maltraitance, l'exploitation, l'exclusion des services de base, la faim et la pauvreté.

L'évaluation s'est appuyée à la fois sur des données primaires et secondaires. Des entretiens par Skype et par téléphone ont été menés avec des fonctionnaires, des parlementaires, des dirigeants d'ONG et des responsables de la protection de l'enfance en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, au Nigeria, en Sierra Leone, au Soudan du Sud et en Ouganda. En plus des entretiens virtuels, un questionnaire en ligne a été administré et des réponses écrites ont été reçues. L'évaluation a également été enrichie par des sources et des documents secondaires, notamment des documents et des directives publiés par des organismes mondiaux, régionaux et nationaux et leurs agences ; des rapports des agences spécialisées sur l'enfance et d'organisations internationales et africaines pertinentes telles que l'UA, la CADBE, le CDC, Plan International, Save the Children International, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS, entre autres ; des reportages des médias et des webinaires ; et les publications universitaires.





# 1. L'IMPACT MULTIDIMENSIONNEL DU COVID-19 SUR LES FILLES

## 1.1 L'ÉTAT DE LA MALTRAITANCE ET DE L'EXPLOITATION

Les effets des mesures de riposte face à la pandémie du COVID-19, notamment les mesures de confinement à domicile, la proximité physique dans les limites du cadre familial - généralement surpeuplé - entre les auteurs et leurs victimes qui en résultent, ainsi que les difficultés économiques de la famille, ont créé un parfait concours de circonstances pour que la violence, les abus et l'exploitation tant sexuels que physiques se produisent à l'abri de l'opinion publique.

Avec plus de 120 millions d'écolières à la maison en Afrique, de nombreux pays ont signalé des cas de maltraitance et d'exploitation des enfants, y compris des cas de violence domestique et de mariage d'enfants. Comme l'a fait remarquer une personne interrogée au Nigeria, les enseignants sont la plupart du temps les premières personnes avec lesquelles les enfants maltraités entrent en contact et auxquelles ils signalent donc la maltraitance. Ce n'est désormais plus le cas puisque les écoles sont fermées. Ainsi, les violences faites aux filles à domicile persistent sans que personne ne s'en aperçoive ou puisse les faire cesser<sup>5</sup>.

La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence contre les femmes a relevé, à juste titre, que « pour trop de femmes et d'enfants, le foyer peut être un lieu où règnent la peur et la maltraitance. Cette situation s'aggrave



**À l'heure actuelle, plus de 120 millions d'écolières en Afrique sont confinées à domicile, vivant à proximité de criminels potentiels, à l'abri des regards.**

Crédit photo : dreamstime.com

considérablement en cas d'isolement et de confinement imposé au cours de la pandémie de COVID-19 »<sup>6</sup>.

« Ce qui me fait peur avec ce virus [COVID-19] c'est que les femmes vont vraiment souffrir. Nous allons souffrir pour nous nourrir. Les hommes vont nous maltraiter. Parce que si je n'ai pas de nourriture tandis qu'un garçon en a et que je lui demande de l'aide, il me demandera d'avoir des rapports sexuels avec lui en échange. C'est de cette souffrance dont je parle ». Janet, 14 ans, Liberia.

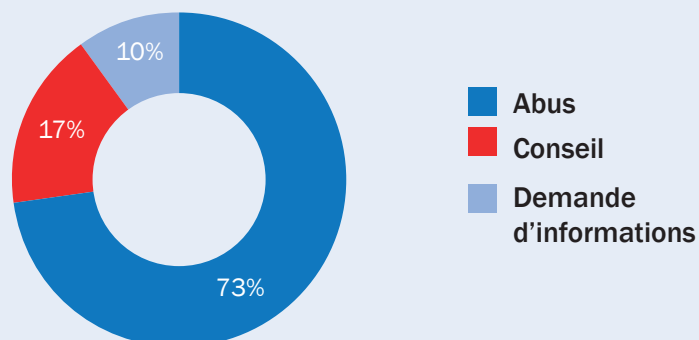
Source: Plan International (2020). *Living Under Lockdown: Girls and COVID-19*.

### Encadré 1.2: Violences faites aux filles dans le contexte du COVID-19: étude de cas en Ouganda

En Ouganda, un groupe de travail chargé de procéder à une évaluation rapide dans certains districts a constaté que la violence physique et domestique, la torture psychologique/ le harcèlement moral ainsi que la violence sexuelle sont en augmentation. En février 2020, 2344 cas de violence sexiste ont été enregistrés et ce chiffre est passé à 2808 en mars 2020<sup>7</sup>. Dans les deux semaines qui ont suivi la fermeture des frontières du pays, 53 cas de négligence d'enfants, 25 cas d'abandon d'enfants, 28 cas de maltraitance d'enfants, 43 cas de disparition d'enfants et 4 cas de torture d'enfants ont été signalés<sup>8</sup>. Soixante-dix pour cent des filles contactées ont déclaré avoir été témoins d'incidents de violence domestique, impliquant des bastonnades entre les parents<sup>9</sup>. Dans les faits, la police ougandaise a publié un rapport signalant plus de 5000 cas de violence sexiste survenus seulement entre la mi-avril et la mi-juin<sup>10</sup>. L'abus d'alcool chez les hommes, provoqué par l'oisiveté, le licenciement et le stress dû à l'incapacité de subvenir aux besoins de la famille, a été cité comme l'un des facteurs responsables de l'augmentation des incidents de violence domestique<sup>11</sup>.

La ligne d'assistance à l'enfance en Ouganda (*Child Helpline Uganda*) a reçu un total de 718 appels concernant des filles entre le 10 avril et le 14 juin 2020. Près de 73 % de ces appels étaient liés à des cas de maltraitance des filles. La majorité des personnes ayant signalé la maltraitance sont les mères, suivies par les adultes non apparentés, y compris les voisins.

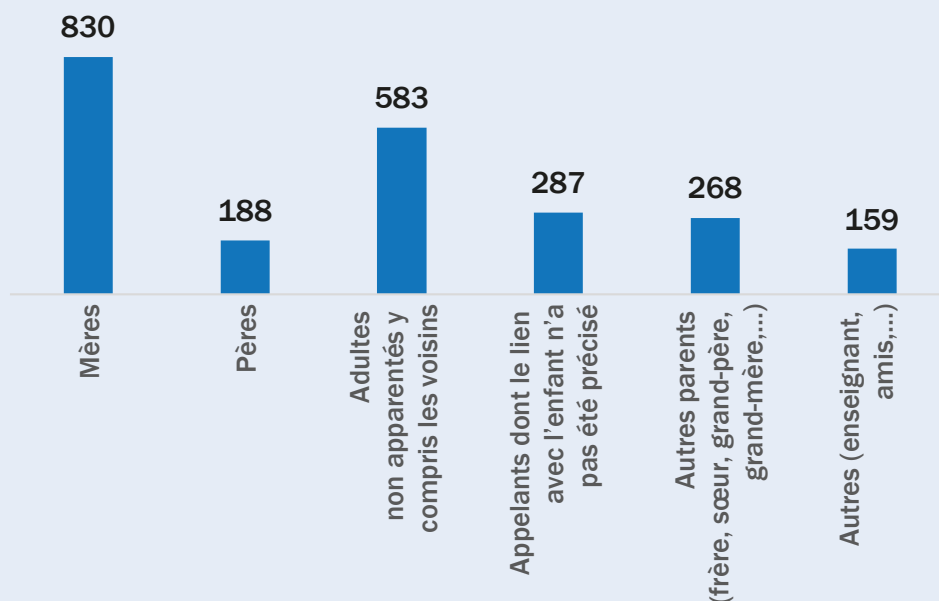
**Graphique 1.1: Nombre total d'appels sur la ligne d'assistance (*Child Helpline*) par type de cas concernant les filles entre le 10 avril et le 14 juin 2020 en Ouganda**



L'accès aux services a été un problème majeur pour les victimes de violence sexiste. Dans certains districts, comme celui de Buhweju, on a demandé à certaines victimes d'attendre la fin du confinement pour signaler leur cas. À titre d'exemple, dans le district de Kabarole, où l'accès aux postes de police est difficile en raison des moyens de transport, de nombreux cas de violence sexiste sont traités par la médiation des « sages » de la communauté et des chefs du conseil local.

Etant donné que les pratiques de justice coutumière administrées par les anciens sont patriarcales, il est possible que la justice soit partielle. En ce qui concerne l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, le seul service répertorié comme essentiel concerne les femmes enceintes. Les autres services de santé sexuelle et reproductive, tels que la contraception, les soins prodigués suite au viol et le traitement des infections sexuellement transmissibles, n'ont pas été répertoriés comme essentiels, excluant ainsi les femmes et les filles en ayant besoin<sup>12</sup>.

**Graphique 1.2: Nombre total de cas de maltraitance regroupés par appelants entre janvier et mai 2020 en Ouganda**



Les rapports issus d'autres pays dressent également un tableau sombre :

- Le Conseil national d'administration de la justice du Kenya a signalé une hausse importante des agressions sexuelles dans de nombreuses régions du pays. Les agressions sexuelles telles que le viol et la défloration représentent plus de 35% de l'ensemble des cas signalés<sup>13</sup>.
- De même, le Centre de commandement relevant la violence sexiste en Afrique

du Sud a constaté une forte augmentation des cas, près de 10 660, signalés par le biais d'appels téléphoniques pendant la période de confinement du 27 mars au 16 avril, et environ 1503 appels par le biais de données de services supplémentaires non structurées et 616 par SMS. En une seule journée, le 16 avril, 674 cas ont été signalés au Centre<sup>14</sup>.

- En Éthiopie, les données de quelques hôpitaux d'Addis-Abeba ont montré qu'entre la mi-mars et la mi-mai 2020, en moins de deux mois, plus de 100 filles ont été violées, certaines par un parent proche<sup>15</sup>.
- Au Zimbabwe, on a signalé une augmentation des cas de jeunes filles forcées à avoir des rapports sexuels monnayés en échange de nourriture ou même de produits hygiéniques<sup>16</sup>.
- En Tunisie, dans les cinq premiers jours ayant suivis le confinement, le nombre d'appels reçus sur une ligne d'assistance téléphonique pour les femmes victimes de maltraitance a été multiplié par cinq<sup>17</sup>.
- En Somalie, on a constaté une augmentation de 50 % des appels à des lignes d'assistance téléphonique sur l'ensemble du territoire<sup>18</sup>.

- Au Niger, 499 cas de violence sexiste ont été signalés à Niamey entre janvier et avril 2020 (86 en janvier et 212 en avril), ce qui indique une augmentation inquiétante et une conséquence directe de la COVID-19<sup>19</sup>. L'augmentation du nombre de cas de mariage forcé est également source d'inquiétude.

Les chiffres ci-dessus sont probablement une sous-estimation en raison de la rareté des mécanismes de signalement de la maltraitance, et du fait que le moyen le plus utilisé pour la signaler est le système scolaire, principalement par l'intermédiaire des enseignants et des autres enfants. La majorité des écoles étant fermées, il est extrêmement difficile d'identifier les enfants victimes de violence à domicile et d'adopter une intervention appropriée<sup>20</sup>.

Selon les estimations du FNUAP, si le confinement se poursuit pendant six mois, on devrait s'attendre à 31 millions de cas supplémentaires de violence sexiste, soit jusqu'à 15 millions de cas supplémentaires de violence sexiste tous les trois mois<sup>21</sup>. Cela indique que les prévisions selon lesquelles la pandémie de COVID-19 entraînerait une réduction d'un tiers des progrès réalisés en vue de mettre fin à la violence sexiste d'ici 2030 sont malheureusement très probables<sup>22</sup>.

En Éthiopie, en moins de deux mois, les données de quelques hôpitaux d'Addis-Abeba ont montré que plus de 100 filles ont été violées, certaines par un parent proche.

La pandémie de COVID-19 devrait **ENTRAÎNER UNE RÉDUCTION D'UN TIERS DES PROGRÈS RÉALISÉS** pour mettre fin à la violence sexiste d'ici 2030.

### Encadré 1.3: Exploitation sexuelle en ligne

Dans le contexte de la COVID-19, l'exploitation sexuelle en ligne est de plus en plus répandue sur le continent. Les contacts sociaux limités et la fermeture des écoles entraînent une numérisation croissante de la vie des enfants. Avec plus de 120 millions de filles à la maison en raison de la fermeture de l'école en Afrique, et un bon nombre d'entre elles, en particulier celles qui vivent dans les centres urbains, accédant à l'éducation par le biais de plateformes en ligne, il existe déjà un risque accru d'exploitation sexuelle en ligne. En outre, comme le cadre juridique et politique de l'Afrique et sa capacité technique à protéger les enfants contre la violence en ligne n'a pas encore été établi, les changements provoqués par la pandémie ont entraîné l'accès par les enfants à des contenus en ligne illimités et non censurés et l'utilisation d'applications éducatives en ligne moins sûres. Il est à craindre que les enfants soient manipulés par des prédateurs qui sollicitent des rapports sexuels en ligne. C'est ce qu'ont signalé diverses organisations, dont l'Unité de protection des enfants et de lutte contre la traite des êtres humains au Kenya.

Le Centre national pour les enfants disparus et exploités des États-Unis (*National Center for Missing and Exploited Children*), basé aux États-Unis, a constaté une augmentation de 106 % par rapport à mars 2019, des signalements mondiaux enregistrés à travers son CyberTipline ou mécanisme de dénonciation. Il s'agit de cas présumés d'exploitation sexuelle d'enfants. Europol a signalé que suite à la COVID-19, les agences partenaires d'application de la loi ont relevé une augmentation à l'échelle mondiale de la recherche du matériel pédopornographique en ligne.

*L'Internet Watch Foundation*, qui identifie les contenus pédosexuels en ligne, doit également fonctionner à capacité réduite et a averti que le nombre d'images pédosexuelles retirées dans le monde a chuté de 89 % pendant la pandémie. Profitant de cette faiblesse, les distributeurs de matériel pédopornographique et d'exploitation sexuelle des enfants s'enhardissent et ciblent les plateformes grand public pour atteindre un public plus large. Si la violence sexuelle en ligne est un risque pour tous les enfants, il est à craindre que les filles soient plus susceptibles d'en être victimes que les garçons. Il convient de noter que l'exploitation sexuelle en ligne est un phénomène en pleine expansion qui touche déjà de nombreux pays d'Afrique. L'expansion rapide de l'accès à l'internet en Afrique, qui se situe à un taux annuel moyen de 42 % entre 2016 et 2021, dans un contexte de réglementation limitée ou inexistante, signifie que l'exploitation sexuelle des enfants en ligne est déjà en hausse. En outre, étant donné l'absence quasi totale de lois et de réglementations en Afrique en matière de confidentialité et de protection des données, la fréquentation des établissements d'enseignement en ligne signifie que les données personnelles des enfants, qui révèlent souvent des noms, des adresses de domicile, des activités extrascolaires, et autres informations personnelles peuvent être obtenues et utilisées à mauvais escient.



## 1.2 FACTEURS AGGRAVANT LA MALTRAITANCE ET L'EXPLOITATION

On s'attend à ce que la maltraitance et la violence dans le cercle familial augmentent, en partie à cause de la structure des ménages en Afrique. En effet, ces ménages comprennent bon nombre de parents logés dans une maison ne comportant qu'une seule pièce. La taille moyenne des ménages en Afrique est de 5,4 membres en Afrique de l'Ouest, 5,2 membres en Afrique centrale, 4,5 membres en Afrique de l'Est et du Nord et 3,3 membres en Afrique australe. La taille des ménages peut atteindre 8,4 membres au Mali et 6 membres au Niger<sup>23</sup>. Une évaluation rapide de l'impact du COVID-19 sur les enfants en Éthiopie menée par *Children Believe Ethiopia* a révélé que le fait d'avoir une famille nombreuse habitant sous le même toit a été un facteur ayant contribué à l'augmentation des violences faites aux enfants à Addis-Abeba<sup>24</sup>.

**Le COVID-19 pourrait mettre 20 million de postes en péril en Afrique, et ceci pourrait attiser la violence conjugale.**

Principalement en raison des ressources limitées, l'Afrique est un continent où plusieurs générations habitent sous le même toit. Huit ménages sur dix comptent au moins un enfant de moins de 15 ans et une personne âgée. Par exemple, au Sénégal, 37 % des ménages comprennent à la fois un enfant de moins de 15 ans et une personne âgée de 60 ans ou plus<sup>25</sup>.

Selon la Division de la population des Nations unies, il existe en Afrique



Crédit photo : Plan International

un nombre important de ménages monoparentaux ayant à leur tête un père ou une mère célibataire. Par exemple, les ménages ayant un père célibataire à leur tête représentent plus de 15 % des ménages avec enfants en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire<sup>26</sup>.

Dans un contexte où la plupart des emplois formels sont réservés aux hommes, la perte potentielle d'un emploi est également susceptible de compliquer la situation de la violence sexiste dans le cadre familial. L'OIT estime que la pandémie pourrait mettre entre 5 et 25 millions d'emplois en péril<sup>27</sup>. Cela pourrait déclencher de graves tensions économiques et une angoisse financière, une situation qui, pour les familles, exacerbera le risque de violence au sein du foyer, y compris la violence entre partenaires et la violence des parents vis-à-vis des enfants. Il est prouvé que le chômage des hommes, et le sentiment d'impuissance qui en résulte à remplir le rôle traditionnel de pourvoyeur,



déclenche des sentiments d'inefficacité et de castration<sup>28</sup>, auquel cas la violence visant les femmes peut être considérée par ceux-ci comme le moyen de se réapproprier une certaine virilité<sup>29</sup>. Une étude mondiale réalisée par la Banque mondiale en 2019 a révélé qu'une hausse du chômage des hommes d'à peine 1 % est associée à une augmentation de 2,5 % de la violence physique à l'égard des partenaires féminins<sup>30</sup>.

En raison de leur résilience en temps de crise, les femmes et les filles sont souvent le dernier recours pour assurer la survie de la famille. Ces dernières assument alors davantage de responsabilités, auquel cas elles peuvent être exposées à une exploitation sexuelle accrue. Dans ces circonstances, les filles ont souvent été forcées d'avoir des « rapports sexuels monnayés » pour assurer la survie de la famille. Ces faits ont été confirmés par de nombreuses études. Selon une étude antérieure réalisée au Kenya, 87 % des adultes ayant participé à une enquête ont associé l'exploitation des enfants par le « sexe transactionnel » à la pauvreté. Au Rwanda, une étude réalisée en 2012 auprès de jeunes filles qui avaient eu des rapports sexuels transactionnels a indiqué qu'elles y étaient contraintes en raison d'épreuves et de difficultés financières<sup>31</sup>.

### 1.3 L'ACCÈS AUX SERVICES DE PROTECTIONS

L'autre défi posé par la crise de COVID-19 en Afrique est la diminution de la disponibilité et de l'accessibilité des services de soutien aux victimes ayant survécus à la maltraitance. Tandis que les pays mobilisent leurs ressources pour faire face au COVID-19, des services très limités sont désormais

disponibles pour les soins vitaux et le soutien aux survivants de la violence sexiste, notamment dans le domaine de la gestion clinique du viol, de la santé mentale et du soutien psychosocial<sup>32</sup>.

Dans des pays tels que l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya, les établissements fournissant des soins et des services de soutien aux survivants de la violence fonctionnent désormais à leur plus faible capacité. Une personne interrogée au Kenya a fait remarquer que le principal problème dans le pays était le manque de refuges pour les victimes ayant survécu à la violence sexiste<sup>33</sup>. Les dispositions pour la gestion clinique des viols et des violences sexuelles ont également été perturbées<sup>34</sup>. Cette situation a non seulement créé un sentiment d'impuissance chez les victimes ou les survivants, mais elle a également enhardi les criminels en leur accordant une plus grande marge d'impunité<sup>35</sup>.

**Dans de nombreux pays, il existe un sentiment de laxisme en matière de détention des personnes qui commettent des crimes, y compris la maltraitance par crainte de surpopulation carcérale.**

Sur un continent où les femmes et les jeunes filles sont déjà confrontées à de nombreux obstacles en matière d'accès à la justice pour des actes de violence sexiste et des crimes connexes et où le taux de condamnation reste faible, une perturbation totale ou partielle des procédures judiciaires due à la pandémie pourrait créer une boucle de rétroaction positive, dans laquelle les systèmes défaillants décourageraient les femmes de signaler les incidents de violence, protégeant ainsi leurs auteurs<sup>36</sup>. En Éthiopie et au Kenya, les tribunaux ont été partiellement

fermés. Il a été recommandé à la moitié des fonctionnaires de justice de rester chez eux et les audiences ont été reportées. Dans de nombreux pays, on hésite à détenir les auteurs de crimes, y compris de crimes sexistes, par crainte de surpopulation carcérale. Par conséquent, les policiers, chargés également de faire respecter le couvre-feu et le confinement, accorderont une priorité moindre aux enquêtes portant les cas de maltraitance et de violence<sup>37</sup>.

L'autre élément tout aussi important concerne les difficultés d'accès à l'information ayant rendu les filles plus vulnérables face à la maltraitance. Leur connaissance limitée des modes de transmission de la maladie peut créer une brèche pour les criminels potentiels qui s'en serviront pour abuser de leur position d'autorité ainsi que de leur accès à l'information au sein du foyer. Des études ont révélé que les responsables de ces violences peuvent

utiliser la désinformation ou des tactiques d'intimidation pour subjuguer ou faire peser la responsabilité sur les victimes, en particulier lorsque les modes de transmission d'une maladie telle que le COVID-19 sont peu connus. Ils peuvent également avoir une mainmise sur l'aide financière, l'assurance maladie, le matériel de protection et de sécurité tel que le gel hydroalcoolique, le savon, les désinfectants, les masques, pour exploiter davantage la vulnérabilité des filles.

La mise en place de couvre-feux, de confinement ou de restriction des déplacements a réduit la capacité des filles à avoir accès aux services de base les exposant à la violence policière, à l'usage excessif de la force qui, en fin de compte, constituent un risque de violence et d'exploitation sexuelles pour les filles<sup>38</sup>.



Crédit photo : Plan International





Crédit photo : Plan International

## 2. LA PAUVRETÉ ET LA FAIM

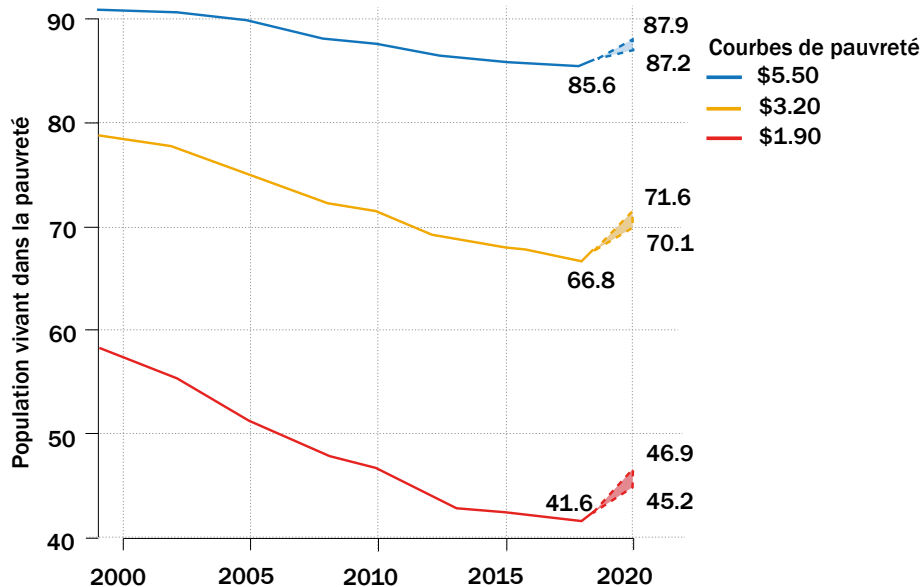
La COVID-19 a non seulement gravement affecté la santé, l'éducation et d'autres services en Afrique, mais elle plonge également des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Selon les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), près de 29 millions d'Africains devraient se retrouver sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollars américains par jour suite au COVID-19. On estime que 42 à 66 millions d'enfants pourraient tomber dans l'extrême pauvreté cette année suite à la crise, s'ajoutant ainsi aux 386 millions d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté en 2019<sup>39</sup>.

Selon la CEA, les ménages vulnérables touchés par la COVID-19 devraient

avoir une probabilité accrue de 4,2 % de demeurer dans la pauvreté pendant des années à venir<sup>40</sup>. En Éthiopie, par exemple, on estime qu'en moyenne, le nombre de familles pauvres augmentera d'environ 26 millions de personnes cette année et l'année prochaine, doublant ainsi le taux de pauvreté. Actuellement à 22 %, il passera à 48 %<sup>41</sup>.

**Près de 29 millions d'Africains se retrouveront sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollars américains par jour suite au COVID-19**

**Graphique 2.1: Impact éventuel du COVID-19 sur la pauvreté en Afrique subsaharienne**



Source : Graphique produit par *Save the Children* en s'appuyant sur les données de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale. La baisse de la consommation est estimée à 7-10 % d'après *Africa's Pulse* (Prendre le pouls de l'Afrique) par la Banque mondiale en avril 2020. Les pointillés inférieurs et supérieurs s'appuient sur des scénarii choisis.

En l'espace de quelques mois déjà, la consommation des ménages en Afrique subsaharienne a diminué de 7 à 10 % en raison de la crise de la COVID-19<sup>42</sup>. La diminution de la consommation des ménages conduira inévitablement à la mise en priorité de l'alimentation et d'autres biens de base au sein du ménage. Dans ces circonstances, les filles auront probablement beaucoup à perdre.

En temps de crises, on constate souvent une augmentation du nombre d'enfants souffrant de malnutrition. La prévalence de la malnutrition aiguë sévère a plus que doublé en Sierra

Leone au cours de l'épidémie d'Ebola<sup>43</sup>. La COVID-19 ne fera pas exception à cette règle. La pandémie a déjà plongé des millions d'enfants dans la faim et ils risquent la malnutrition.

Plus de 50 millions de personnes souffriraient de la faim rien qu'en Afrique de l'Ouest, et le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pourrait plus que doubler en Afrique de l'Est, passant à 43 millions. En Éthiopie, par exemple, 800 000 cas supplémentaires de malnutrition infantile sont attendus en 2020, en plus des 3,5 millions de cas prévus auparavant<sup>44</sup>.

**En Éthiopie, par exemple, 800 000 cas supplémentaires de malnutrition infantile sont attendus en 2020, en plus des 3,5 millions de cas prévus auparavant.**

Selon les premières estimations, la prévalence du retard de croissance chez les enfants devrait augmenter de manière significative, entre 2 et 5 %<sup>45</sup>. La situation est d'autant plus compliquée par le fait que plus de 26 millions de filles en Afrique dépendent



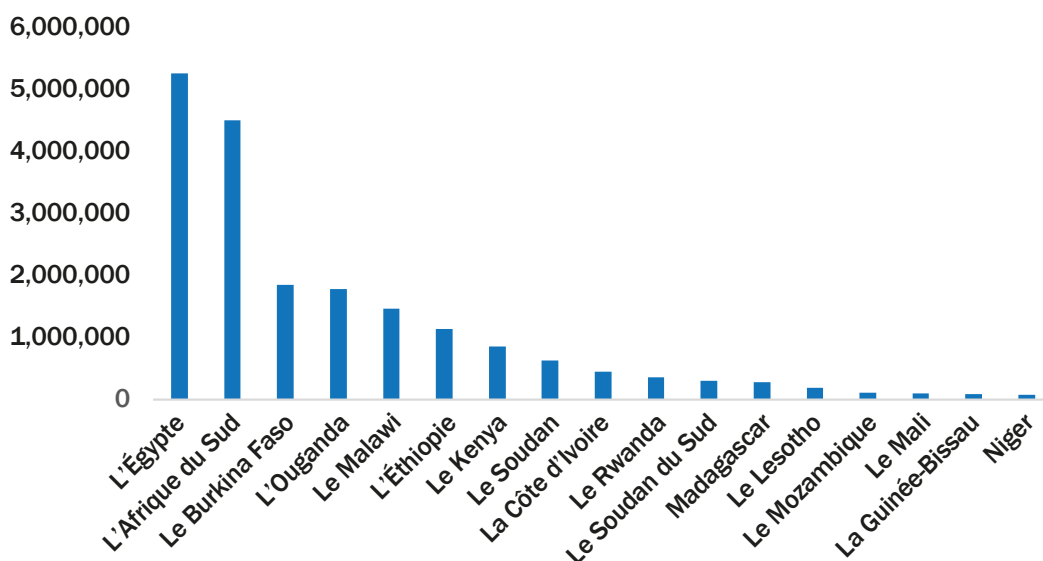
normalement des repas scolaires en tant que source fiable de nutrition quotidienne et doivent désormais chercher d'autres sources<sup>46</sup>. Certains pays sont plus touchés que les autres, compte tenu de leur importante population infantile. À titre d'exemple, plus de 5,2 millions de filles en Égypte, 4,5 millions en Afrique du Sud et 1,8 million au Burkina Faso n'ont plus accès aux repas scolaires suite au COVID-19<sup>47</sup>. L'interruption des programmes d'alimentation scolaire affecte non seulement l'accès à la nourriture pour les filles, mais elle aggrave également la pauvreté des ménages. Pour les familles, la valeur des repas servis gratuitement à l'école équivaut à environ 10 % du revenu du ménage<sup>48</sup>.

La crise de COVID-19 perturbe les chaînes d'approvisionnement alimentaire car les agriculteurs et les ouvriers ne peuvent pas travailler

**En Afrique, plus de 26 millions de filles n'ont pas accès aux repas scolaires. Cela concerne plus de 5,2 millions de filles en Égypte et plus de 4,5 millions en Afrique du Sud.**

ou voyager. Les retards de transport, quant à eux, provoquent des pénuries. Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, comme la Somalie et le Soudan du Sud, ont importé plus de 40 millions de tonnes de céréales du monde entier en 2018 pour combler les lacunes de la production alimentaire locale<sup>49</sup>. Cette dépendance à l'égard des produits alimentaires importés, dans le contexte des restrictions de voyage, est susceptible d'affecter la disponibilité et l'accessibilité de la nourriture par la population générale, y compris par les filles<sup>50</sup>.

**Graphique 2.2: Nombre de filles n'ayant plus accès aux repas scolaires en Afrique selon les pays**



Source: PAM, *Global Monitoring of School Meals During COVID-19 School Closures*

### 3. L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ DE BASE

Les perturbations dans la prestation de services de santé créées par la pandémie de la COVID-19, principalement dues à la réaffectation des ressources de soins de santé pour lutter contre la pandémie, ont laissé de nombreuses personnes atteintes de maladies chroniques dans l'oubli. À l'heure actuelle, les campagnes de lutte contre la rougeole sont déjà suspendues dans 27 pays et celles contre la polio dans 38 pays, exposant au moins 80 millions d'enfants âgés de moins d'un an à des maladies telles que la diphtérie, la rougeole et la polio, selon l'OMS <sup>51</sup>.

Crédit photo : Plan International

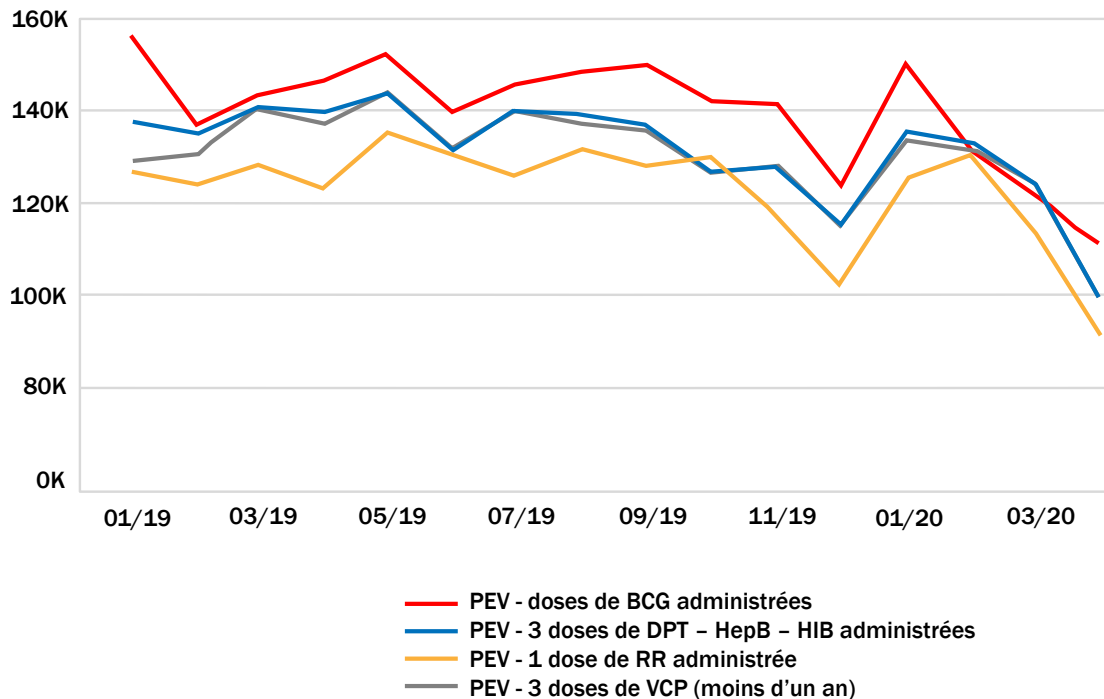
Dans de nombreux pays, les restrictions en matière de transport, dans un contexte de confinement et de réduction des consultations médicales par peur de contracter le virus, affectent la capacité des

**Depuis le début du COVID-19, les campagnes de vaccination contre la rougeole ont été suspendues dans au moins 27 pays et les campagnes contre la polio ont été interrompues dans 38 pays, exposant au total au moins 80 millions d'enfants âgés de moins d'un an.**

gens à accéder aux services de santé essentiels<sup>52</sup>. En Éthiopie, bon nombre de personnes en zone rurale meurent du paludisme parce que les centres de santé et leur personnel ont été mobilisés pour lutter contre le COVID-19. Dans une enquête menée auprès de jeunes en Ouganda, au Kenya, au Rwanda, au Burundi, au Soudan du Sud et en Tanzanie, 38,4 % d'entre eux ont indiqué que l'accès aux soins de santé avait été affecté par la désaffection des maladies non liées au COVID-19<sup>53</sup>.

En Ouganda, en raison du confinement, l'accès aux centres médicaux par les filles a été réduit de près de 35

**Graphique 3.1: Nombre total d'enfants vaccinés, mois par mois, en 2019 et en 2020 en Ouganda**



Source : République d'Ouganda, *Monitoring the Impact of COVID-19 Containment Measures on RMNCAH, Nutrition and HIV Service Delivery and Utilization*, 02 juin 2020

% rien que pendant la période de confinement<sup>54</sup>. Avant l'apparition du COVID 19, le centre de santé géré par *Hunger Project Uganda* dans le sous-comté de Namayumba, district de Wakiso, accueillait 20 à 25 jeunes à la recherche de services et d'informations chaque semaine. Ce nombre a chuté, passant à moins de cinq jeunes par semaine<sup>55</sup>.

L'interruption de la vaccination aura des conséquences négatives à long terme et compliquera les efforts pour éradiquer la polio et gérer les épidémies de rougeole<sup>56</sup>.

En Ouganda, par exemple, le nombre d'enfants pris en charge par le Programme élargi de vaccination (PEV)

a fortement diminué depuis le début de la pandémie dans le pays.

On estime que la réaffectation des ressources de santé des maladies chroniques et des programmes d'immunisation pourrait potentiellement entraîner le décès évitable de 6 000 enfants supplémentaires par jour au cours des 6 prochains mois dans 118 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire<sup>57</sup>. Selon une autre étude, pour chaque décès dû à une contamination par la COVID-19 dans les centres de services de santé, la poursuite des programmes de vaccination de routine permettrait d'éviter le décès d'environ 101 enfants âgés de moins de 5 ans<sup>58</sup>.

## 4. ACCÈS À L'ÉDUCATION

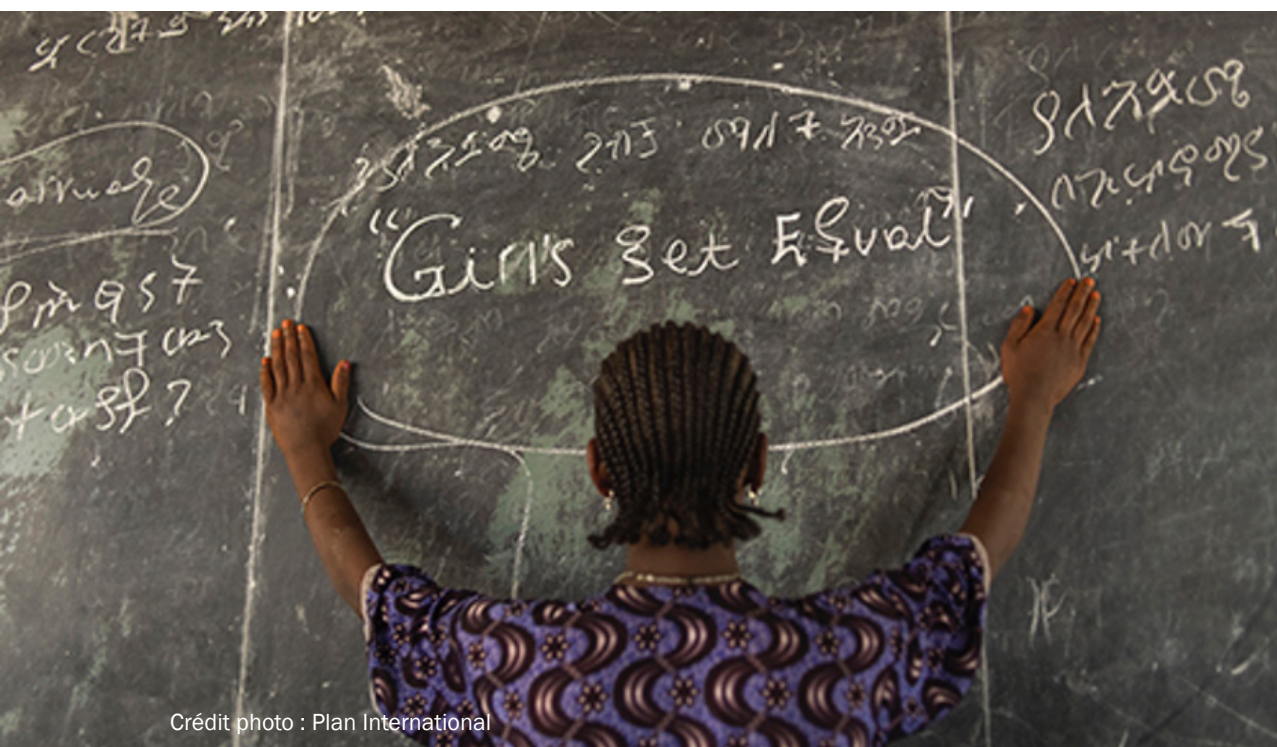
Suite à la crise de COVID-19, plus de 120 millions de filles ont été touchées par la fermeture des écoles de part et d'autre de l'Afrique<sup>59</sup>. Cette situation pose de graves problèmes aux filles issues des ménages les plus pauvres, qui risquent d'être les plus touchées et d'accumuler un retard scolaire important si des mesures immédiates et globales ne sont pas prises.

Actuellement, plus de deux tiers des pays africains ont mis en place des plates-formes nationales d'enseignement à distance. Même dans les pays où l'enseignement à distance est disponible, il n'est accessible que dans une ou deux langues principales, ce qui exclut la grande majorité des apprenants. Seuls 15 pays proposent un enseignement à distance dans plus d'une langue<sup>60</sup>. La plupart de ces plates-formes d'enseignement à distance utilisent également des médias numériques et en ligne.

*« J'ai pris du retard dans mes cours. Parfois, j'essaie d'étudier à la maison, mais les tâches ménagères sont telles que je ne peux pas réviser. Je m'occupe de mes frères et sœurs ainsi que de la maison et de la ferme. Je commence à travailler très tôt et je me couche très tard » Halima, 16 ans, originaire du Niger.*

Source: <https://plan-international.org/news/2020-06-16-girls-risk-covid-19-threatens-leave-african-children-behind>

La numérisation accrue de la scolarité risque d'accentuer les inégalités entre les garçons et les filles, car les filles issues de milieux défavorisés sont les moins susceptibles d'avoir accès à un smartphone, à la télévision et à internet<sup>61</sup>. Nous savons que près d'un tiers des jeunes du monde, dont la plupart en Afrique subsaharienne, sont déjà exclus du numérique<sup>62</sup>. En





Éthiopie, seuls 2 % des ménages en milieu rural ont accès à la télévision, ce qui explique que les options d'apprentissage télévisés excluent la grande majorité des apprenants du pays<sup>63</sup>.

En Afrique subsaharienne, la probabilité que les femmes utilisent l'internet est inférieure de 50 % à celle des hommes, si l'on ventile les données selon le sexe<sup>64</sup>. Les garçons ont 1,5 fois plus de chances de posséder un téléphone que les filles dans les pays à faibles et moyens revenus et 1,8 fois plus de chances de posséder un smartphone avec un accès à internet<sup>65</sup>. Même lorsque les smartphones et internet sont accessibles, le coût associé à l'utilisation des données mobiles est trop élevé pour bon nombre de filles. Trente-sept pour cent des filles contactées en Ouganda dans le cadre de cette étude ont déclaré ne pas avoir accès à des supports d'étude télévisés et radiophoniques mis au point par le Ministère de l'éducation. Elles ont déclaré qu'elles se fiaient à leurs notes ou à leurs fascicules scolaires. Cinquante pour cent d'entre elles ont déclaré ne pas bénéficier d'aide scolaire à domicile<sup>66</sup>.

En Éthiopie, même en milieu urbain, seul un foyer sur quatre a accès à la télévision<sup>67</sup>. Au Nigeria, une personne interrogée a déclaré que, suite à l'introduction de la scolarisation en ligne, télévisée et radiophonique, la plupart des filles des communautés rurales sont totalement exclues du système éducatif<sup>68</sup>. Il est également probable que ces options de scolarisation à domicile soient discriminatoires à l'égard des filles, car les normes sociales et de genre, qui sont plus enclines aux valeurs traditionnelles en milieu rural, dictent que les décisions d'investissement

dans l'éducation, les ressources, sont souvent réorientées vers les garçons plutôt que vers les filles<sup>69</sup>. Les filles issues de milieux pauvres et celles qui vivent dans les zones rurales sont également moins susceptibles de disposer d'un endroit tranquille à la maison pour se concentrer sur leurs études et/ou d'obtenir le soutien pédagogique et parental nécessaire<sup>70</sup>. Par conséquent, la pandémie amplifie non seulement les inégalités sociales entre les filles et les garçons, mais aussi celles entre les enfants vivant en milieu rural et ceux vivant en milieu urbain.

Il est à craindre que la pandémie et ses retombées aient un impact négatif durable sur l'éducation des filles une fois la crise passée. Il est probable que les filles abandonnent l'école pour chercher un emploi afin de subvenir aux besoins de leur famille en cas de crise économique suite à la pandémie. L'expérience du Liberia au cours de l'épidémie d'Ebola, où 21 % des filles en âge de fréquenter l'école primaire n'ont pas repris le chemin de l'école, pourrait se répéter dans l'ensemble de l'Afrique<sup>71</sup>. La Fondation Malala estime que, dans le monde, près de 10 millions de filles supplémentaires en âge d'aller à l'école secondaire pourraient ne pas être scolarisées après la crise de COVID-19. Les jeunes africaines représenteront probablement une proportion importante de ces millions<sup>72</sup>.

**À l'échelle mondiale,  
PRÈS DE 10 MILLIONS  
de filles supplémentaires  
en âge de fréquenter  
l'école secondaire  
POURRAIENT NE PAS ÊTRE  
SCOLARISÉES après la  
crise de COVID-19.**

## 5. LE MARIAGE DES ENFANTS ET LA MGF

La crise de COVID-19 a exacerbé bon nombre de facteurs interdépendants qui favorisent le mariage d'enfants dans des environnements stables. Tandis que le monde est frappé par des difficultés économiques, les écoles et les maisons d'hébergement restent fermées. Les familles et les communautés, confrontées à des défis socio-économiques, se rabattent sur les normes sociales traditionnelles liées au genre. Les sauvegardes communautaires et sociales sont

devenues difficilement accessibles. Il en va de même pour les mécanismes officiels de signalement et de protection des enfants.

Les familles faisant face à des difficultés économiques telles que le licenciement, peuvent avoir le sentiment qu'elles n'ont pas d'autre choix que de marier leurs filles dès que possible afin de réduire le nombre de personnes à charge dans le foyer. En raison de la forte influence patriarcale sur les pratiques de mariage ainsi que des normes sociales et de genre, certains pourraient croire que leur fille serait mieux lotie dans une famille disposant de ressources financières plus importantes. Par ailleurs, la dot, une des pratiques culturelles persistantes, est une incitation monétaire en soi. En effet, les familles en crise financière ont tout intérêt à arranger un mariage. La fermeture généralisée des écoles peut également accroître les risques de mariage d'enfants. Les recherches montrent qu'il existe une forte corrélation entre la déscolarisation et le mariage des filles<sup>73</sup>.

Si le confinement et l'absence d'école ont augmenté l'incidence de la violence

**« Les choses sont devenues très déplaisantes pour moi depuis le début de l'état d'urgence. Être à la maison toute la journée avec ma famille est affreux, car on me pousse à me marier ».**  
**Angelina, 17 ans, originaire du Mozambique.**

Source: <https://plan-international.org/news/2020-06-16-girls-risk-covid-19-threatens-leave-african-children-behind>



Crédit photo : Plan International

sexuelle et des rapports sexuels transactionnels, ils ont également multiplié les occasions de se livrer à des activités sexuelles. Combiné à l'effondrement des réseaux de soutien social communautaires, cela peut également renforcer le désir des familles et des communautés de contrôler la sexualité des filles pour préserver leur « honneur ». Dans les communautés où de fortes normes sociales et traditionnelles dominent, le mariage est souvent considéré comme un moyen de protéger les filles et leurs familles contre la honte et la stigmatisation sociale qui peuvent résulter d'une grossesse à l'adolescence, d'un viol ou d'une agression sexuelle. Inévitablement, cela pousse de nombreuses filles au mariage précoce.

De nombreuses filles peuvent également être déconseillées ou avoir peur de recourir aux services de santé sexuelle et reproductive, en particulier la contraception, l'avortement, les soins prodigués suite à un viol et les soins prénataux<sup>74</sup>. D'après les rapports précédents, plus le niveau d'éducation est élevé, moins il y a de mariages d'enfants. Plus 60 % des enfants mariés dans les pays en développement n'ont pas bénéficié d'éducation formelle. La fermeture actuelle des écoles a créé un terrain propice aux mariages d'enfants, qui se déroulent en grand nombre, sans détection précoce ni vérification par les agents de protection de l'enfance. Les experts indiquent que le nombre de mariages d'enfants en Afrique pourrait diminuer de 64 % si toutes les filles d'Afrique subsaharienne avaient une éducation secondaire<sup>75</sup>.

L'ensemble des facteurs susmentionnés a contribué à une forte augmentation

**La fermeture des écoles aggrave le problème du mariage d'enfants en Afrique. Dans le nord de l'Éthiopie, un mois après le début de la crise de COVID-19, 766 mariages d'enfants prévus ont pu être évités par les autorités.**



Crédit photo : dreamstime.com

du nombre de mariages d'enfants dans de nombreux pays :

- En Éthiopie, le chef adjoint du Bureau des femmes, des enfants et des jeunes de l'État régional d'Amhara a signalé une forte augmentation du nombre



d'enfants se mariant à la suite de la pandémie. Dans les *woredas* de Simada, Tach Gayint et Fogera<sup>1</sup> dans le sud du Gondar, et dans les *woredas* de Shebel Bereta, Debay Tilat et Gozamn dans l'est du Gojjam, le nombre de mariages d'enfants augmente à un rythme sans précédent. Un enseignant de la région a déclaré au service amharique de la BBC que la fermeture des écoles a joué un rôle important dans cette augmentation. Un groupe de travail chargé d'examiner la situation dans la zone de l'Est du Gojjam a indiqué que, sur

les 1280 mariages prévus pendant cette période, 541, soit plus de 42 %, étaient des mariages d'enfants. Dans un seul *woreda* de cette zone, 225 mariages d'enfants prévus ont été annulés grâce à l'intervention des autorités gouvernementales locales, depuis le début de la pandémie de COVID-19<sup>76</sup>.

- Au Kenya, on a signalé des cas de mariages forcés d'enfants, motivés par des difficultés économiques. Les filles ont été mariées en échange d'argent et d'autres présents<sup>77</sup>.

### Encadré 5.1: Le COVID-19, facteur responsable de la recrudescence de la MGF en Afrique

Les MGF sont en augmentation dans de nombreuses régions du continent, en particulier dans les pays où elles étaient déjà pratique courante. Au Kenya, dans les régions où les MGF sont fréquentes, la crise de la COVID-19 et le confinement connexe ont permis aux praticiens de procéder à l'excision sur les filles, car le fonctionnement des systèmes de responsabilisation des communautés et du gouvernement a été perturbé.<sup>78</sup>

D'après Plan International, la Somalie, qui a le taux de MGF le plus élevé au monde, connaît une augmentation considérable de cette pratique. Les exciseuses font du porte-à-porte pour proposer d'exciser les filles confinées à domicile pendant la pandémie. Elles profitent de la fermeture des écoles pour pratiquer les MGF afin que les filles aient le temps de se rétablir après le rituel qui peut prendre des semaines.<sup>79</sup>

Selon un rapport d'Aljazeera, un médecin égyptien et un père de trois filles ont été poursuivis pour avoir incité ces dernières à subir des mutilations génitales féminines en disant que le traitement était une vaccination contre la COVID-19.<sup>80</sup>

Le FNUAP indique que les perturbations dans les efforts de lutte contre les MGF feront reculer d'un tiers les progrès réalisés en matière d'élimination des MGF d'ici 2030<sup>81</sup>. Dans de nombreux pays d'Afrique, les brigades de secours, les programmes de sensibilisation du public contre les MGF et les modes d'orientation, qui sont les stratégies de prévention les plus courantes et les plus efficaces, sont tous dysfonctionnels.

<sup>1</sup> Le *woreda* est la plus petite unité administrative et politique du système fédéral éthiopien, et est l'équivalent du *district* dans d'autres pays. La *zone* est une unité administrative comprenant un certain nombre de *woredas*.



Crédit photo : Plan International

## 6. L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

La pandémie de COVID-19 et les mesures de contrôle correspondantes ont, non seulement, affecté l'accès aux soins de santé de base et aux services d'éducation, mais ont également perturbé les services de santé sexuelle et reproductive. Le confinement et la réorientation des ressources médicales au profit de la pandémie ont contraint des millions de femmes et de jeunes filles à mener des grossesses non désirées à terme ou à subir un avortement clandestin et dangereux. Une récente enquête menée auprès de 80 organisations prestataires de services de planning familial a révélé qu'une organisation sur cinq a été

contrainte de fermer des cliniques, tandis que d'autres ont dû réduire leurs services.

Le FNUAP estime qu'en mars 2020, près de 450 millions de femmes utilisaient un contraceptif moderne. Ce chiffre concerne 114 pays à faible et moyen revenu. Cependant, 47 millions de femmes dans ces pays ne pourront pas utiliser de contraceptif moderne sachant que la durée moyenne du confinement est de 6 mois, ce qui provoque une interruption de service majeure. La perturbation potentielle de la production de contraceptifs, associée à l'indisponibilité du personnel médical,

**En Ouganda, en l'espace de deux mois seulement, le district de Luuka a signalé que plus de 40 filles de l'école primaire sont tombées enceintes.**

affecte la disponibilité et l'accès aux services de planification familiale<sup>82</sup>. Le FNUAP prévoit également que, si le confinement se poursuit pendant 6 mois supplémentaires, une rupture des stocks de nombreuses méthodes contraceptives sera inévitable dans plus d'une douzaine de pays à faible revenu. Ceci entraînera 7 millions de grossesses non désirées supplémentaires<sup>83</sup>. Les rapports récents indiquent que les filles seront les plus touchées. Au Kenya, près de 4 000 écolières sont tombées enceinte pendant la fermeture des écoles<sup>84</sup>.

En Ouganda, en l'espace de deux mois seulement, le district de Luuka a signalé que plus de 40 filles de l'école primaire sont tombées enceintes<sup>85</sup>.

Ce sera un énorme revers pour les progrès réalisés au fil des ans dans la réduction des grossesses d'adolescentes dans le monde et en Afrique. La prévalence des grossesses d'adolescentes dans les pays d'Afrique subsaharienne était de 101 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans, contre une moyenne mondiale de 44 pour 1 000 filles du même âge<sup>86</sup>. La prévalence la plus élevée a été enregistrée dans la sous-région de l'Afrique de l'Est (21,5 %), suivie par l'Afrique australe (20,4 %), l'Afrique de l'Ouest (17,7 %), l'Afrique centrale (15,8 %). L'Afrique du Nord détient

le taux de prévalence le plus faible (9,2 %). Bien qu'elle soit la région où la prévalence des grossesses chez les adolescentes est la plus élevée au monde, l'Afrique subsaharienne a connu une forte baisse, passant de 115 pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans en 2020 à 101 en 2018<sup>87</sup>. Il est à craindre que ces gains ne soient réduits à néant en raison de la généralisation du confinement.

Les filles qui recevaient des Kits d'hygiène personnelle et menstruelle dans le cadre de programmes scolaires souffrent grandement de la fermeture des écoles.

La fermeture des écoles signifie que les filles sont plus susceptibles d'être contraintes à avoir des rapports sexuels. La probabilité qu'elles tombent enceintes et qu'elles souffrent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont plus élevées<sup>88</sup>. Des études ont montré que les adolescentes qui ne sont pas scolarisées ont deux fois plus de chances de tomber enceinte que celles qui sont scolarisées. Si l'on se réfère à des études antérieures qui ont établi que les filles âgées de 15 à 19 ans ont deux fois plus de chances de mourir en couches que les femmes dans la vingtaine et que les filles de moins de 15 ans ont cinq fois plus de chances de mourir en couches<sup>89</sup>, on constate que les filles enceintes sont plus susceptibles de mourir ou de souffrir de complications de santé à vie en raison de la disponibilité limitée des services prénataux et d'accouchement durant les périodes de confinement dû à la COVID-19.



## 7. LES FILLES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

La pandémie de COVID-19 a touché toutes les filles, quels que soient leur âge, leur milieu social ou économique. Mais les filles qui sont déjà victimes de marginalisation, d'exclusion et de discrimination, sont frappées de plein fouet. Les répercussions de la pandémie sur ces filles en question risquent d'être durables et irréversibles.

Les filles vivant avec un handicap, les filles travaillant comme domestiques, les filles vivant et/ou travaillant dans la rue et dans les bidonvilles urbains, les filles placées sous tutelle et dans des centres de détention, ainsi que les réfugiées et les apatrides ont été particulièrement touchées.

**Les filles vivant avec un handicap :** les mesures de confinement de la pandémie de COVID-19 ont privé des millions de filles vivant avec un handicap d'accès à des services adaptés à leur handicap, notamment des services thérapeutiques et médicaux spécialisés en face-à-face, dont le besoin se fait cruellement sentir, et des services d'éducation inclusifs. La plupart d'entre elles n'ont pas accès aux informations relatives à la prévention du virus, car les messages actuellement disponibles ne sont pas, pour la plupart, présentés dans des formats accessibles aux personnes handicapées.

Les mesures de confinement et de mise en quarantaine ont également exacerbé leur exposition à la maltraitance et à l'exploitation tant sexuelle que physique. Nous savons que les filles handicapées sont jusqu'à dix fois plus susceptibles que les filles non handicapées de subir des violences sexuelles, émotionnelles et physiques, ainsi que l'avortement et la stérilisation forcés<sup>90</sup>. Les filles handicapées sont victimes de trois



Crédit photo : Plan International

facteurs les concernant : leur âge, leur handicap et leur sexe.

Étant donné leur accès limité aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive en temps normal, la pandémie et les perturbations ultérieures de ces services risquent également de toucher davantage les filles handicapées. En dehors des périodes de crise, les filles vivant avec un handicap n'ont pas facilement accès aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive. Elles

**Les filles vivant avec un handicap contactées en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda se sont plaintes du fait que les messages médiatiques relatifs au COVID-19 ne sont généralement pas présentés sous une forme qui leur est adaptée.**

se voient souvent refuser le droit de prendre des décisions concernant leur santé sexuelle et reproductive, ce qui augmente le risque de violence sexuelle, de grossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles<sup>91</sup>. Dans de nombreux pays d'Afrique, le manque d'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive fait que les adolescents handicapés ont des relations sexuelles occasionnelles sans utiliser de préservatifs ni d'autres contraceptifs<sup>92</sup>. Selon une étude réalisée en Éthiopie, seuls 35 % des jeunes handicapés ont utilisé un contraceptif lors de leur premier rapport sexuel<sup>93</sup>.

Cette situation déjà désastreuse s'est maintenant accentuée dans de nombreux pays en raison de l'absence totale de messages de prévention du COVID-19 et sur les questions de santé sexuelle et reproductive dans des formats accessibles aux personnes handicapées. Les filles handicapées contactées en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda se sont plaintes que les messages médiatiques relatifs au COVID-19 ne sont généralement pas présentés sous une forme adéquate. En outre, il existe un risque réel que les filles handicapées, en particulier celles qui présentent des déficiences intellectuelles et comportementales, éprouvent un sentiment de colère, de peur, de stress et de confusion. Un confinement prolongé ne fera qu'exacerber ces sentiments. Dans des pays tels que l'Éthiopie et le Soudan du Sud, on s'inquiète

également des difficultés que rencontrent généralement les filles handicapées dans les centres de quarantaine. Ceci est dû à une accessibilité physique difficile et à des problèmes de communication.

La situation n'est pas moins décourageante au niveau de l'éducation. Les filles vivant avec un handicap, qui dépendent d'un accompagnement pédagogique en présentiel et individualisé, risquent d'être exclues des programmes d'enseignement à distance nouvellement introduits, car ceux-ci sont rarement disponibles dans un format qui leur est adapté.

**Les filles qui vivent et/ou travaillent dans la rue** : dans le contexte du confinement, de la restriction des déplacements et de la fermeture des centres d'accueil et des soupes populaires, les filles vivant et/ou travaillant dans la rue sont les plus touchées par la pandémie de COVID-19. Les possibilités de travail temporaire qui, d'une manière ou d'une autre, aidaient ces enfants à survivre disparaissent rapidement. Les magasins, les marchés et les entreprises sont fermés et les possibilités de générer des revenus, comme la surveillance des voitures en stationnement, le transport de marchandises sur le marché, la vente de petits articles ou d'autres petits commerces, ont presque disparu. Les rues vides ont rendu l'aide alimentaire impossible. Les filles qui vivent et/ou travaillent dans la rue et qui dépendent normalement de l'aide alimentaire des hôtels et des restaurants sont affamées<sup>94</sup>. En Éthiopie, on signale que les restes de nourriture des hôtels sont désormais vendus pour un peu moins d'un dollar<sup>95</sup>.

Ces circonstances désastreuses risquent de contraindre les filles vivant dans la rue à recourir au « sexe de



survie » et au « sexe de protection ». Les chefs de gangs de rue pourraient exploiter les mesures de confinement pour contraindre les filles, sous la menace d'un retrait de protection, ce qui entraînerait l'exploitation sexuelle.

On rapporte que des enfants vivant et/ou travaillant dans la rue ont été chassés des rues par la police. Dans des villes comme Lagos, Abuja et Ojun au Nigeria qui appliquent le confinement, il a été signalé que des enfants ont été chassés des rues par des agents paramilitaires. N'ayant nulle part où aller, ces enfants sont dans une situation extrêmement précaire. Au Kenya, on a signalé que des enfants, y compris des filles, vivant dans la rue, souhaitent être emprisonnés afin de trouver un abri<sup>96</sup>. En Ouganda et en Éthiopie, on rapporte que les forces de sécurité battent les enfants afin qu'ils d'appliquent les mesures de distanciation sociale<sup>97</sup>. L'Éthiopie a déclaré avoir sorti des enfants de la rue, mais des filles continuent de vivre et de mendier dans la rue<sup>98</sup>.

Au Sénégal, le gouvernement a déclaré avoir secouru plus de 2 000 enfants vivant et/ou travaillant dans la rue, dont 205 originaires de pays limitrophes depuis l'épidémie de COVID-19. Plus de 50 de ces enfants ont été infectés par le COVID-19 et se sont rétablis depuis<sup>99</sup>.

Il est à craindre que la dépendance de ces enfants à des substances inhalées telles que la colle pour survivre, se réchauffer ou éviter la faim, pourraient compliquer leurs chances de guérison s'ils sont infectés par le virus<sup>100</sup>.

**Les filles vivant dans des bidonvilles urbains :** la crise de COVID-19 a introduit une nouvelle couche de vulnérabilité à une situation de vie déjà désastreuse pour les filles vivant dans un espace surpeuplé, privé des services essentiels d'eau et d'assainissement,

**Avec des hôtels et des magasins fermés et des rues vides, les filles qui vivent et/ou travaillent dans la rue et qui dépendent normalement de l'aide alimentaire des hôtels et des restaurants et du commerce de rue luttent pour leur survie.**

où elles ont du mal à assurer leur hygiène et appliquer la distanciation sociale. Elles ont un accès limité à l'eau courante et aux dispositifs d'hygiène. Elles dépendent d'installations sanitaires communes trop sollicitées, ce qui rend extrêmement difficile toute protection contre le virus. Environ 56 % de la population urbaine en Afrique subsaharienne se concentre dans des bidonvilles surpeuplés et mal entretenus et seuls 34 % des ménages ont accès à des dispositifs leur permettant de se laver les mains<sup>101</sup>. Cette situation a suscité de vives inquiétudes quant à la vulnérabilité particulière des femmes et des filles de ces communautés face à la COVID-19.

Les filles vivant dans les bidonvilles urbains ont également du mal à maintenir une hygiène menstruelle en raison d'un accès réduit aux services de santé sexuelle et reproductive<sup>102</sup>. Elles sont également les plus touchées par la maltraitance et l'exploitation sexuelle et physique. En conséquence, les bidonvilles urbains se caractérisent par un taux élevé de grossesses chez les adolescentes. Dans les bidonvilles urbains kenyans, pour 41 % des

**Environ 56 % de la population urbaine en Afrique subsaharienne se concentre dans des bidonvilles surpeuplés et mal entretenus et seuls 34 % des ménages ont accès à des dispositifs leur permettant de se laver les mains. Ceci suscite de vives inquiétudes dans le contexte du COVID-19.**

adolescentes, les grossesses étaient involontaires, 26 % étant inopportun et 15 % non désirées<sup>103</sup>. La COVID-19 risque d'aggraver la situation déjà lamentable de millions de filles vivant dans les bidonvilles urbains d'Afrique.

#### **Les filles en centres de détention :**

les filles et les garçons des centres de détention en Afrique se retrouvent souvent dans des espaces bondés et dans des conditions d'hygiène déplorable. La privation de liberté rend le confinement, la distanciation physique ou le respect de l'hygiène des mains requis pendant cette pandémie plus difficile, en particulier dans les établissements où les installations sanitaires sont limitées ou trop sollicitées.

Bien qu'aucune donnée ne soit disponible concernant les filles en détention préventive ou après jugement, des preuves anecdotiques suggèrent qu'elles ne représentent qu'une très petite partie de la population carcérale. Il existe cependant une

population d'enfants "invisibles" qui sont emprisonnés avec leur mère ou les personnes qui s'occupent d'eux, et qui ont besoin d'une attention particulière pendant la pandémie.

Les jeunes délinquants et délinquantes ont des caractéristiques démographiques communes qui leur imposent une santé généralement moins bonne que le reste de la jeune population et sont plus susceptibles de faire face à des problèmes de santé psychosociale, physique et mentale sous-jacents qui sont exacerbés par leur placement en détention avant même qu'une crise ne se manifeste. Ils sont souvent mal nourris et n'ont accès ni à des soins médicaux ni à une évaluation psychologique de qualité, ni même à un soutien psychosocial, ou à des services sociaux et pédagogiques.

#### **Les filles en milieu réfugié et**

**humanitaire :** l'Afrique abrite plus de 25,2 millions de réfugiés et de personnes déplacées. Quatre des six plus grands camps de réfugiés au monde se trouvent en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. La surpopulation chronique qui caractérise la plupart des camps de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique rend déjà extrêmement difficile le respect de la distanciation sociale et des mesures d'hygiène appropriés essentiels à la prévention du COVID-19 dans ces camps. Des cas de COVID-19 ont déjà été confirmés dans les camps de réfugiés de Dadaab (Kenya) et de Mai-Aini (Éthiopie). Les systèmes de santé de ces pays ne sont pas suffisamment outillés pour assurer la gestion d'importantes épidémies<sup>104</sup>. L'absence d'eau courante propre et de savon, l'insuffisance de personnel médical et de masques faciaux ainsi que le manque d'informations relatives au COVID-19 ne font que compliquer la situation. Dans de nombreux pays d'accueil, les réfugiés ont peu ou



Crédit photo : Plan International

aucun droit formel leur donnant accès aux soins de santé et à la protection sociale. Ceci ne fait qu'accroître leur vulnérabilité face à la pandémie<sup>105</sup>.

Les filles constituent la majorité de ces réfugiés, migrants ou personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui vivent dans des camps surpeuplés, des centres d'accueil informels ou des colonies de squatters, où les mesures de prévention contre le COVID-19 telles que le lavage fréquent des mains et la distanciation sociale sont impossibles à réaliser<sup>106</sup>. Dans la région Somali de l'Éthiopie, près de 2 000 déportés/rapatriés - principalement de Somalie - ont été enregistrés dans huit lieux de quarantaine. À Gambella, plus de 4 000 Sud Soudanais demandeurs d'asile sont arrivés à Pagak, y compris des enfants non accompagnés<sup>107</sup>. La quasi-totalité de ces rapatriés, qui comprennent un bon nombre de filles et de garçons non accompagnés, n'ont pas accès au matériel de protection et d'hygiène approprié.

Dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, le COVID-19 a ajouté une nouvelle crise à une région connaissant déjà l'une des plus graves urgences humanitaires au monde, en proie aux conflits, au déplacement, à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire. On compte plus de 2,2 millions de personnes déplacées dans la région dont la moitié sont des enfants. Les filles de la région sont déjà confrontées à de multiples défis, notamment le mariage précoce et forcé, le manque d'accès à une éducation de qualité et aux services de santé sexuelle et reproductive, entre autres. Le Niger, le pays ayant le taux de mariage d'enfants le plus élevé au monde, se trouve dans cette région, où 3 filles sur 4 sont mariées avant leur 18<sup>ème</sup> anniversaire.

La crise de COVID-19 et les mesures qui en découlent, telles que la fermeture



des écoles, la surpopulation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, la fermeture des espaces adaptés aux enfants en raison de la distanciation sociale, le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi que la disponibilité limitée de matériel d'hygiène pour la protection contre la COVID-19, constituent une myriade de défis pour les filles de la région. Les groupes terroristes opérant dans la région ont également intensifié leurs attaques en profitant de la crise, compliquant davantage les mesures d'atténuation et de contrôle de la pandémie<sup>108</sup>.

La propagation de la pandémie dans le contexte humanitaire difficile, en particulier dans les zones où l'État est peu présent, exacerbe les inégalités et les vulnérabilités existantes entre les sexes et a des conséquences directes et indirectes sur les droits des filles et des jeunes femmes. Par exemple, le Niger et la République centrafricaine, tous deux touchés par des crises prolongées, sont les deux pays au monde où la prévalence du mariage d'enfants est la plus élevée<sup>109</sup>.

Les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola montrent bien que les filles sont plus susceptibles de subir un mariage forcé dans les situations d'urgence sanitaire en raison du manque de protection et de la fermeture des écoles<sup>110</sup>.

## 8. CONCLUSION

Bien que les enfants ne soient pas aussi largement infectés par la COVID-19, ils sont touchés de manière disproportionnée par son impact socio-économique. Il est à craindre que de nombreux enfants soient privés de soins ou soient obligés de jouer le rôle de soignants auprès de leurs jeunes frères et sœurs lorsque les parents ou la personne responsable sont infectés ou succombent au virus.

Comme nous l'avons constaté dans d'autres crises, lorsque des millions de familles africaines vivent dans l'extrême pauvreté et qu'une protection sociale adéquate et des filets de sécurité communautaires sont presque totalement absents, les filles seront les premières à souffrir de la faim, de la malnutrition et de la mauvaise santé. La fermeture généralisée des écoles et des centres de garde d'enfants a effectivement exclu les filles issues de milieux pauvres. Elles n'ont pas accès aux services de base autrefois disponibles dans ces établissements, tels que les programmes d'alimentation scolaire. Ceci a d'ailleurs entraîné la malnutrition et des problèmes de santé connexes.

Il est également troublant de constater que les mesures de confinement à domicile ont rapproché les filles et les auteurs potentiels d'abus sexuels. De nombreux rapports inquiétants font état de filles victimes d'abus sexuels de la part de leur père et d'autres membres de leur famille. On constate également une forte augmentation du nombre de cas d'abandon d'enfants, qui se traduit notamment par une augmentation du nombre d'enfants vivant dans la rue.

Dans de nombreux pays africains, les écoles offrent un refuge aux filles, où elles constituent le premier point de contact pour le signalement des mariages d'enfants et des violences sexuelles. Les écoles servent également de centres permettant aux filles d'accéder à des services de santé sexuelle et reproductive, y compris des informations et du matériel sanitaire. Bon nombre d'enfants dépendent également des repas scolaires pour se nourrir. La fermeture des écoles a perturbé tous ces mécanismes et services de protection, exposant les filles à de multiples vulnérabilités. Parmi les millions de filles affectées négativement par la pandémie, à savoir celles qui vivent avec un handicap, celles qui vivent et/ou travaillent dans la rue, les filles domestiques, les filles issues de milieux pauvres, y compris celles en détention et dans les camps de réfugiés, ont été touchées de manière disproportionnée.

La COVID-19 et les mesures de confinement et de restriction des déplacements qui l'accompagnent, ont créé une véritable facilité pour les criminels potentiels qui martyrisent les filles à huis clos, à l'abri des regards extérieurs et en toute impunité. En Afrique, les filles vivent désormais dans un sentiment constant d'insécurité, comme prises au piège dans les confins de leur foyer.



## 9. RECOMMANDATIONS

La pandémie de la COVID-19 est l'un des défis les plus dévastateurs auxquels sont confrontés les enfants africains aujourd'hui : elle met leur vie en danger et risque de briser les rêves d'enfance de bon nombre d'entre eux. Le succès de l'Afrique dans sa lutte contre la pandémie et dans l'atténuation de son impact sur les enfants aujourd'hui aura de sérieuses répercussions sur la pérennité et le bien-être du continent. C'est pourquoi nous suggérons aux gouvernements, à l'Union africaine et aux autres parties prenantes de prendre les mesures suivantes et actions connexes pour mieux protéger les filles face à cette pandémie et à ses conséquences.

### **NOUS APPELONS L'UA ET LES AUTRES ORGANISMES PANAFRICAINS ET SOUS-RÉGIONAUX À :**

- Coordonner et intensifier les efforts à tous les niveaux dans la lutte contre la pandémie, par le biais d'un levier politique et organisationnel pour mobiliser des ressources à l'intérieur comme à l'extérieur du continent ;
- Fournir un soutien supplémentaire aux gouvernements fragiles et sortant d'un conflit en équipant leurs infrastructures de santé dans le cadre de leurs efforts de réponse ; et
- Fournir un appui technique aux États membres dans la mise en œuvre de la note d'orientation de la CADBE portant sur la COVID-19.

### **NOUS INVITONS LES GOUVERNEMENTS, EN COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES NATIONS UNIES ET LE SECTEUR PRIVÉ, À :**

#### **adopter une approche fondée sur les droits et l'égalité des sexes pour élaborer les mesures de contrôle du COVID-19**

- en appliquant une approche axée sur les droits de l'homme respectueuse du principe de « l'intérêt supérieur de l'enfant » et en adoptant une approche clairement définie et sensible au genre dans tous leurs efforts pour prévenir et répondre à la pandémie ;
- en veillant à ce que les messages et les dossiers d'information concernant le COVID-19 soient formulés de manière à promouvoir l'égalité des sexes et à tenir dûment compte des différences entre les sexes ;
- veiller à ce que les mesures liées à la distanciation sociale, à la mise en quarantaine et au confinement partiel ou total soient favorables aux filles et tiennent compte de leurs besoins, de leurs capacités et de leur vulnérabilité.

#### **prendre en compte la voix et l'action des filles en :**

- consultant et en prenant en compte les points de vue des filles et des jeunes femmes dans la réponse et le rétablissement suite à la COVID-19
- s'appuyant sur le pouvoir et l'action des filles pour tirer parti de leurs contributions dans les efforts visant à contrôler et à atténuer les effets de la COVID-19. Elles ne doivent pas être considérées comme de simples victimes mais plutôt comme des agents promouvant le changement

### **réduire la pauvreté et fournir un soutien économique en :**

- veillant à ce que les filles aient accès à des aliments nutritifs et à des soins de santé urgents et vitaux, ainsi qu'à des dispositifs d'hygiène et d'assainissement
- veillant au déploiement rapide des programmes de protection économique et de lutte contre la pauvreté, tels que les transferts d'argent liquide, les congés payés et les services de santé gratuits ou subventionnés, le tout accompagné de mécanismes adaptés aux besoins des femmes, des jeunes cheffes de famille et des filles travaillant dans la rue.

### **protéger les filles contre la maltraitance et la violence sexiste en :**

- renforçant les systèmes multisectoriels de protection de l'enfance pour les filles qui risquent d'être victimes de maltraitance, de violence et d'exploitation, notamment en garantissant l'accès à la justice pour les survivantes ;
- soutenant les systèmes communautaires de protection de l'enfance pour qu'ils se reconstruisent, compte tenu des effets négatifs de la pandémie sur leurs activités ;
- garantissant l'accès à des soins complets suite à un viol, y compris le signalement et les enquêtes suite au dépôt d'une plainte ;
- traitant la question de la maltraitance en ligne dans le cadre de leurs plans d'intervention en matière de protection de l'enfance et de lutte contre la violence sexiste.
- veillant à ce que des mécanismes de signalement de maltraitance en ligne soient établis et que les informations à ce sujet soient diffusées par différents canaux numériques ;
- atténuant les risques d'exploitation, de mariages précoces et forcés des enfants et de violence sexiste, et traduire les criminels en justice
- accordant une attention particulière de toute urgence à la protection des filles déjà en situation de vulnérabilité, telles que les filles employées comme domestiques, les filles vivant dans la rue et les filles vivant avec un handicap, ainsi que les filles vivant dans des bidonvilles urbains et dans des milieux de réfugiés et d'aide humanitaire.

### **garantir l'accès aux services de base et aux services de santé sexuelle et reproductive en :**

- veillant à ce que le financement destiné à répondre aux préoccupations immédiates en matière de santé publique et d'aide humanitaire soit complémentaire aux investissements à moyen et long terme visant à renforcer les systèmes, à renforcer la résilience, à traiter les questions macroéconomiques et à s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité, notamment dans le contexte de fragilité et de crise prolongée ;
- donnant la priorité aux services de santé sexuelle et reproductive des adolescentes, tant par des instruments politiques que par le financement, afin de créer des canaux sûrs et inclusifs pour les filles qui en ont besoin ;
- garantissant l'accès à une contraception moderne, à la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles et à d'autres services de santé sexuelle et reproductive (soins prénataux et postnataux, des services d'accouchement sûrs).

### garantir l'accès à l'éducation en :

- reconnaissant la manière dont la fracture numérique entre les sexes affecte la participation à l'éducation et marginalise davantage certains groupes ;
- offrant un accès complet aux possibilités existantes d'apprentissage à distance et en ligne, en mettant les options et le support pédagogique à domicile à la disposition des filles et en renforçant la capacité des filles à tirer parti de l'accès au numérique ;
- permettant aux parents de combler les lacunes pédagogiques créées par la fermeture des écoles (diffusion de programmes éducatifs qui permettent aux parents de mieux aider leurs enfants) ;
- identifiant les politiques et les approches qui encouragent la réinscription des filles à l'école, notamment en supprimant les politiques qui interdisent la réinscription des filles enceintes et des jeunes mères, et en apportant un soutien par le biais d'une meilleure flexibilité de l'apprentissage ;
- s'assurant que les plans d'intervention en matière d'éducation suite à la COVID-19 soient adaptés au sexe et à l'âge. Ils doivent également tenir compte des filles vivant avec un handicap, des filles dans le contexte humanitaire et les autres enfants marginalisés tout au long du cycle pédagogique.

### Mettre des données ventilées par sexe à disposition en :

- recueillant des données relatives à la pandémie et à son impact sur les enfants, ventilées par âge, sexe, genre, handicap et autres indicateurs liés au genre et en les mettant régulièrement à jour ;
- s'assurant que la voix des filles est prise en compte dans les processus de recherche et de collecte de données.



Crédit photo :  Plan International

## NOTES DE FIN DE PAGE

- <sup>1</sup> Briody et al. (2018). *Review of attacks on health care facilities in six conflicts of the past three decades*. *Conflict and Health*. 12:19.
- <sup>2</sup> Castañeda et al. (2020). *Gender-based violence and environment linkages: The violence of inequality*. Wen, J. (ed.). Gland, Suisse: IUCN. 272pp.
- <sup>3</sup> Economic Commission for Africa (2020). *COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies*.
- <sup>4</sup> UN Population Division, *World Population Prospects 2019*.
- <sup>5</sup> A Nigerian respondent.
- <sup>6</sup> HRW (2020). *COVID-19 and Children's Rights*.
- <sup>7</sup> "COVID-19 Outbreak and Lockdown: Addressing Impact on Women, Girls." www.newvision.co.ug. [http://www.newvision.co.ug/new\\_vision/news/1518223/covid-19-outbreak-lockdown-addressing-impactwomen-girls](http://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1518223/covid-19-outbreak-lockdown-addressing-impactwomen-girls) (27 avril 2020).
- <sup>8</sup> Suite au confinement lié au COVID-19, 28 cas de violence domestiques ont été signalés pour le moment. <https://nilepost.co.ug/2020/04/17/328-cases-of-domestic-violence-reported-during-covid-19-lockdown-so-far/>
- <sup>9</sup> *Concern for The Girl Child Survey Report on COVID-19 Impact on Girls and their Guardians in Kampala, Luwero & Nakaseke*. Conducted by CGC Programmes Team mai/juin 2020
- <sup>10</sup> ACPF (2020). *Vulnerabilities of Girls in the Context of COVID-19 In Africa: A Rapid Assessment. Uganda Country Report*.
- <sup>11</sup> *Concern for The Girl Child Survey Report on COVID-19 Impact on Girls and their Guardians in Kampala, Luwero & Nakaseke*. Conducted by CGC Programmes Team mai/juin 2020.
- <sup>12</sup> Centre for Women in Governance (2020). *The Impact of COVID-19 Pandemic on the Rights of Women and Girls in Uganda: A Situational Analysis Report*.
- <sup>13</sup> "Sexual Violence Cases Rise amid Virus Curfew. Daily Nation. <https://www.nation.co.ke/news/Sexualviolence-cases-rise-amid-virus-curfew/1056-5522346-vd87a4z/index.html> (27 avril 2020).
- <sup>14</sup> Smith, E. (2020). "South Africa's Ramaphosa Blasts 'despicable' Crime Wave during Coronavirus Lockdown." CNBC. <https://www.cnbc.com/2020/04/13/south-africas-ramaphosa-blasts-despicablecrime-wave-during-coronavirus-lockdown.html> (27 avril 2020).
- <sup>15</sup> Child abuse rises in Ethiopia with COVID-19 restrictions, Kalkidan Yibeltal, BBC News, Addis Ababa, 4 Juin.
- <sup>16</sup> Lockdown spikes Zim's child marriages as hunger bites, Nhau Mangirazi (mai 2020). <http://www.radiovop.com/lockdown-spikes-zims-child-marriages-as-hunger-bites/>
- <sup>17</sup> HRW (2020). *COVID-19 and Children's Rights*.
- <sup>18</sup> UN Women (2020). *Impact of COVID-19 on violence against women and girls and service provision: UN Women rapid assessment and findings*.
- <sup>19</sup> Reports from the department of national (Niger) police in Niamey.
- <sup>20</sup> HRW (2020). *COVID-19 and Children's Rights*.
- <sup>21</sup> UNFPA (2020). *Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage. Interim Technical Note Information*.



- 22 ibid.
- 23 Average Household Size. <https://www.prb.org/international/indicator/hh-size-av/map/country>
- 24 Children Believe Ethiopia Country Office (2020). COVID-19 Rapid Community Risk Assessment Report.
- 25 Household Size and Composition Around the World 2017. [https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/household\\_size\\_and\\_composition\\_around\\_the\\_world\\_2017\\_data\\_booklet.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/household_size_and_composition_around_the_world_2017_data_booklet.pdf)
- 26 ibid. <https://nilepost.co.ug/2020/04/17/328-cases-of-domestic-violence-reported-during-covid-19-lockdown-sofar/>
- 27 UN (2020). Shared Responsibility, Global Solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVID-19.
- 28 Schneider et al. (2016). Intimate Partner Violence in the Great Recession. *Demography*, 53: 471-505.
- 29 Jewkes, R. (2002). Intimate Partner Violence: Causes and Prevention. *Lancet* 359: 1423–29
- 30 Bhalotra et al. (2019). Intimate Partner Violence: The Influence of Job Opportunities for Men and Women. *The World Bank Economic Review* (online ahead of print).
- 31 Williams et al. (2012). Transactional Sex as a Form of Child Sexual Exploitation and Abuse in Rwanda: Implications for Child Security and Protection. *Child Abuse & Neglect*, 36(4), 354-361. doi: <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2011.11.006>
- 32 UNFPA (2020). COVID-19: A Gender Lens: Technical Brief Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights, And Promoting Gender Equality.
- 33 An interview with an NGO representative in Kenya, May 2020.
- 34 An interview with an NGO representative in Kenya, May 2020.
- 35 Peterman et al. (2020). “Pandemics and Violence Against Women and Children.” CGD Working Paper 528. Washington, DC: Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/pandemics-and-violence-against-women-and-children>
- 36 Mueller et al. (2019). Exploring Impacts of Community-based Legal Aid on Intra-Household Gender Relations in Tanzania. *Feminist Economics*, 25(2): 115-145.
- 37 American Civil Liberties Union (2020). ACLU Follow Up Letter Urging COVID-19 Voting Legislation. <https://www.aclu.org/letter/aclu-follow-letter-urging-covid-19-voting-legislation-3222020>
- 38 Amnesty International (2020). Sub-Saharan Africa: Government responses to COVID-19 should guarantee the protection of women and girls’ rights, News, 7 May 2020.
- 39 UN (2020). The Impact of COVID-19 on children: Policy Brief.
- 40 Economic Commission for Africa (2020). COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies.
- 41 Geda, A. (2020). The Macroeconomic and Social Impact of COVID-19 in Ethiopia and Suggested Direction for Policy Response.
- 42 Fiala, O. (2020). Coronavirus Could Push Over 40 Million Children Globally Into Poverty. Save the Children UK. <https://www.savethechildren.net/blog/coronavirus-could-push-over-40-million-children-globally-poverty>
- 43 UN (2020). Policy Brief: The Impact of COVID-19 on children.

- 44 Ethiopian National Emergency Coordination Center for COVID-19 response and OCHA. ETHIOPIA: COVID-19 Humanitarian impact Situation Update No. 5 As of 18 May 2020.
- 45 Fiala, O. and Orlassino, C. (2020). The Changing Face of COVID-19: A Live Tracker of Its Impact on Children. 18, May 2020. <https://blogs.savethechildren.org.uk/2020/05/the-changing-face-of-covid-19-a-live-tracker-of-its-impact-on-children/>
- 46 WFP, Global monitoring of school meals during COVID-19 school closures. <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/>
- 47 ibid.
- 48 Bundy et al. (2009). Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector, Directions in Human Development, World Bank Group, (1) xvi.
- 49 COVID-19 Puts 265 Million at Risk of 'Hunger Pandemic,' Experts Say, Grace Morgan, May 28, 2020. <https://www.voanews.com/covid-19-pandemic/covid-19-puts-265-million-risk-hunger-pandemic-experts-say>
- 50 World Food Programme (2020). Risk of hunger pandemic as coronavirus set to almost double acute hunger by end of 2020: Insight, April 2020. <https://insight.wfp.org/covid-19-will-almost-double-people-in-acute-hunger-by-end-of-2020-59df0c4a8072>
- 51 WHO, Press Release, 22 May 2020. <https://www.who.int/news-room/detail/22-05-2020-at-least-80-million-children-under-one-at-risk-of-diseases-such-as-diphtheria-measles-and-polio-as-covid-19-disrupts-routine-vaccination-efforts-warn-gavi-who-and-unicef>
- 52 Krubiner et al. (2020). Balancing the COVID-19 Response with Wider Health Needs Key Decision-Making Considerations for Low- and Middle-Income Countries, Center for Global Development.
- 53 The YouLead Consortium (2020). Survey Report East Africa Study on COVID-19 Disruptions to Youth life, Youth Can Kick COVID-19 out of East Africa, May 2020.
- 54 Isaac Obong Program Manager Plan International West Nile cited in ACPF 2020. Vulnerabilities of Girls in The Context of COVID-19 In Africa: A Rapid Assessment. Uganda Country Report
- 55 Gerald Kato, Programme Coordinator – The Hunger Project cited in ACPF (2020). Vulnerabilities of Girls in The Context of COVID-19 In Africa: A Rapid Assessment. Uganda Country Report
- 56 ONU (2020). The Impact of COVID-19 on children: Policy Brief
- 57 Roberton et al. (2020). “Early Estimates of the Indirect Effects of the COVID-19 Pandemic on Maternal and Child Mortality in Low-Income and Middle-Income Countries: A Modelling Study.” The Lancet Global Health. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30229-1](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30229-1)
- 58 CMMID nCov working group Benefit-risk analysis of health benefits of routine childhood immunisation against the excess risk of SARS-CoV-2 infections during the COVID-19 pandemic in Africa Status: Paper under peer review, 2020
- 59 <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>
- 60 UN (2020). The Impact of COVID-19 on children: Policy Brief.
- 61 OECD (2020). Combatting COVID-19's effect on children.

- 62 UN (2020). The Impact of COVID-19 on children: Policy Brief.
- 63 Children Believe Ethiopia Country Office (2020). COVID-19 Rapid Community Risk Assessment Report.
- 64 Fiala, O. and Orlassino, C. (2020). The Changing Face of COVID-19: A Live Tracker of Its Impact on Children. 18, May 2020. <https://blogs.savethechildren.org.uk/2020/05/the-changing-face-of-covid-19-a-live-tracker-of-its-impact-on-children/>
- 65 Plan international (2020). COVID-19: The impact on girls.
- 66 Concern for The Girl Child (2020). Survey Report on COVID-19 Impact on Girls and their Guardians in Kampala, Luwero & Nakaseke, May/June 2020.
- 67 Children Believe Ethiopia Country Office (2020). Children Believe COVID-19 Rapid Community Risk Assessment Report.
- 68 A respondent from Nigeria.
- 69 World Bank Group (2020). Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic. Policy Note.
- 70 OECD (2020). Combatting COVID-19's effect on children.
- 71 Korkoyah, D. and Wreh, F. (2015). Ebola Impact Revealed: An Assessment of the Differing Impact of the Outbreak on Women and Men in Liberia.
- 72 Malala Fund (2020). Girls Education and COVID-19: What past shocks can teach us about mitigating the impact of pandemics.
- 73 Human Rights Watch (2020). COVID-19 and Children's Rights.
- 74 An interview with an NGO representative in Kenya, May 2020.
- 75 UNESCO (2014). Sustainable Development Begins with Education.
- 76 Corona virus: be Amhara kilil yetimherit betoch mezegaten teketilo yale-edme gabichawoch mechemerachew tegeletse (Translation: Child marriage is reported to be on the rise in the Amhara Region (in Ethiopia) following school closures).
- 77 An interview with an NGO representative in Kenya, May 2020.
- 78 An interview with an NGO representative in Kenya, May 2020.
- 79 Huge FGM rise recorded in Somalia during coronavirus lockdown, The Guardian 2020.  
[https://www.theguardian.com/world/2020/may/18/fgm-risk-in-somalia-heightened-by-coronavirus-crisis?CMP=share\\_btn\\_fb](https://www.theguardian.com/world/2020/may/18/fgm-risk-in-somalia-heightened-by-coronavirus-crisis?CMP=share_btn_fb)
- 80 Egyptian girls 'tricked into FGM' with COVID-19 vaccine Criminal charges brought against father, doctor for cutting genitals of three minors under vaccination pretext. Aljazeera, 5 Jun 2020.
- 81 UNFPA (2020). COVID-19: A Gender Lens Technical Brief Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights, and Promoting Gender Equality March 2020.
- 82 ibid.
- 83 UNFPA (2020). Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage. Interim Technical Note Information.
- 84 <https://www.africanews.com/2020/06/17/close-to-4000-school-girls-impregnated-in-kenya-during-covid-19-lockdown/>
- 85 ACPF (2020). Vulnerabilities of Girls in the Context of COVID-19 in Africa: A Rapid Assessment: Uganda Country Report.
- 86 <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>

- <sup>87</sup> Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19) - Sub-Saharan Africa, United Nations Population Division, World Population Prospects.
- <sup>88</sup> Kassa et al. (2018). Prevalence and determinants of adolescent pregnancy in Africa: a systematic review and Meta-analysis. *Reproductive Health* volume 15, Article number: 195.
- <sup>89</sup> Franjić, S. (2018). Adolescent pregnancy is a serious social problem. *Journal of Gynecological Research and Obstetrics*.
- <sup>90</sup> UNFPA, We decide initiative. [https://www.msh.org/sites/msh.org/files/we\\_decide\\_infographic.pdf](https://www.msh.org/sites/msh.org/files/we_decide_infographic.pdf)
- <sup>91</sup> UN (2017). Report of the Special Rapporteur on the rights of persons with disabilities, Sexual and reproductive health and rights of girls and young women with disabilities, A/72/133.
- <sup>92</sup> Kassa et al. (2014). Sexuality and Sexual Reproductive Health of Disabled Young People in Ethiopia, *Sexually Transmitted Diseases* 41(10), 583-588; Aderemi, T.J. et al. (2014). Predictors of voluntary HIV counselling and testing services utilisation among people with disabilities in Addis Ababa, Ethiopia, *AIDS Care* 26(12), 1461-1466.
- <sup>93</sup> *ibid.*
- <sup>94</sup> 'Will we die of hunger?': how COVID-19 lockdowns imperil street children. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/15/will-we-die-of-hunger-how-covid-19-lockdowns-imperil-street-children>
- <sup>95</sup> A child respondent from Ethiopia
- <sup>96</sup> 'Will we die of hunger?': how COVID-19 lockdowns imperil street children. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/15/will-we-die-of-hunger-how-covid-19-lockdowns-imperil-street-children>
- <sup>97</sup> STREETINVEST: COVID-19 on the Streets. <https://www.streetinvest.org/blog/covid-19-streets>
- <sup>98</sup> COVID-19: Ethiopia to quarantine over 20,000 street dwellers, *Daly Nation*, Saturday April 11 2020.
- <sup>99</sup> Senegal rescues more than 2,000 street children since start of COVID-19 By CGTN Africa - May 8, 2020. <https://africa.cgtn.com/2020/05/08/senegal-rescues-more-than-2000-street-children-since-start-of-covid-19/>
- <sup>100</sup> Will we die of hunger?': how COVID-19 lockdowns imperil street children. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/15/will-we-die-of-hunger-how-covid-19-lockdowns-imperil-street-children>
- <sup>101</sup> Economic Commission for Africa (2020). COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies.
- <sup>102</sup> Girls Not Brides and the Global Partnership to End Child Marriage (2020). COVID-19 and Child, Early and Forced Marriage.
- <sup>103</sup> Unintended Pregnancies among Young Women Living in Urban Slums: Evidence from a Prospective Study in Nairobi City, Kenya Donatien Beguy, Joyce Mumah, Lindsey Gottschalk Published: July 31, 2014 <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0101034>
- <sup>104</sup> Plan International (2020). Close to Contagion: The impacts of COVID-19 on displaced and refugee girls and young women.
- <sup>105</sup> *ibid.*
- <sup>106</sup> UN (2020). Policy Brief: The Impact of COVID-19 on children.



- <sup>107</sup> Ethiopian National Emergency Coordination Center for COVID-19 response and OCHA (2020). Ethiopia: COVID-19 Humanitarian impact Situation Update No. 5 As of 18 May 2020.
- <sup>108</sup> Terrorist groups exploiting COVID-19 in Sahel, UN peacekeeping chief tells Security Council. 05 June 2020. <https://news.un.org/en/story/2020/06/1065742>
- <sup>109</sup> Data from Girls Not Brides, online: <https://www.girlsnotbrides.org/where-does-it-happen/atlas/mali/>
- <sup>110</sup> Data from Girls not Brides in Sierra Leone, online: <https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/sierra-leone/>



Boîte postale 1179, Addis Abeba, Ethiopie  
Téléphone : + 251 116 62 81 92/96/97/99  
Fax : +251 116 628200  
Courriel : [info@africanchildforum.org](mailto:info@africanchildforum.org)  
Site Web : [www.africanchildforum.org](http://www.africanchildforum.org)  
[www.africanchild.info](http://www.africanchild.info)



Dukes Court, Bloc A, Duke Street,  
Woking, Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni  
Tél : (+44)1483 755 155  
<https://plan-international.org>

